

LIVRE BLANC PARTICIPEZ !

INTERVIEW EXCLUSIVE DU
MINISTRE DE LA DÉFENSE



FOCUS DEFENSE

KFOR : POINT DE SITUATION

DOSSIER
LA SIMULATION

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

4 Entretien avec le ministre de la Défense

FORCES EN ACTION

14 Ça carbure à Saint-Dizier

18 Portfolio

20 Les opérations en bref

ENJEUX

22 La Corée du Nord prête au changement ?

FOCUS DEFENSE

28 Universités d'été de la Défense, des pistes pour demain

30 KFOR, une force stabilisatrice sur le terrain

34 Soigner les blessures invisibles

38 Le CSFM dialogue avec Jean-Yves Le Drian

40 Repères

DETOURS CULTURE

60 Sur les chemins de la mémoire

PERSPECTIVES

64 Histoire

KIOSQUE

66 Sélection



8 FORCES EN ACTION

Jordanie Réponse à l'urgence

Au camp jordanien de Za'atari, 25 professionnels du Service de santé des armées soignent et opèrent les réfugiés syriens au sein d'un groupement médico-chirurgical installé dans le désert...



24 FOCUS DÉFENSE

FFG, un dispositif opérationnel et stratégique

Les Forces françaises au Gabon sont stationnées à Libreville. Leur mission : être projetable en urgence et former les forces africaines au maintien de la paix.



42 DOSSIER

Incontournables simulateurs

La simulation est un outil privilégié des armées. Si elle ne peut se substituer à l'exercice réel, elle fait partie intégrante de la formation et de l'entraînement des forces.

ARMÉES D'AUJOURD'HUI. Directeur de la publication : Philippe Germain. Directeur de la rédaction : colonel (terre) Alban des Courtils. Chef du bureau de la rédaction : lieutenant-colonel (air) Bruno Cunat. Rédacteur en chef : lieutenant-colonel (terre) Philippe Dupas. Rédacteur en chef adjoint : capitaine (terre) Xave Gaspard (01 44 42 48 01). Conception graphique : Olivier Spadaccini. Secrétaire générale de rédaction : Sybille Prenel. Secrétariat de rédaction : Juliette Démoutiez, Yves Le Guludec. Chef des reportages : adjudant (air) Lionel Gioda (53 52). Rédaction : Carine Bobbera (48 07), enseigne de vaisseau Grégoire Chaumeil (40 04), Florent Corda, Éléonore Krempff (44 35), Samantha Lille (47 27), Nelly Moussu (46 29), Linda Verhaeghe (48 26). Prestations extérieures : Domitille Bertrand, Antoine Bondaz, Jean-Claude Jaeger, Pierre Journoud, capitaine (terre) Anne-Lise Llouquet. Service photo : CC1 (terre) Jean-Jacques Chatard (46 98). Service icono : Christophe Deyres (48 35), Carole Vennin (45 09). Chef de fabrication : Thierry Lepsch : 01 44 42 32 42. Photogravure : Open Graphic Media. Impression : Imaye Graphic. Routage : CRP. Commission paritaire n° 0211 B 05686. Dépôt légal : février 2003. Dicod - École militaire - 1, place Joffre - 75007 Paris. N° ISSN : 0338 - 3520. Abonnement payant (ECPAD) : 01 49 60 52 44. routage-abonnement@ecpad.fr. Diffusion - abonnement gratuit : sergent-chef (air) Céline Butaud : 01 44 42 40 07. celine.butaud@dicod.defense.gouv.fr; Contact publicité (ECPAD) : Christelle Touzet : 01 49 60 58 56 / regie-publicitaire@ecpad.fr. Couverture : Serge Malivert/Dicod



Monsieur Jean-Yves Le Drian

Monsieur le ministre, quatre mois après votre nomination, quel premier regard portez-vous sur le ministère et les armées ?

Un regard ancien et neuf à la fois. Vous savez que j'ai une longue histoire avec la Défense. Je suis né et j'ai fait ma vie en Bretagne, au contact de notre Marine. Surtout, j'ai siégé à la commission de la Défense de l'Assemblée nationale pendant près de trente ans. Maire de Lorient, député spécialiste des questions militaires, aujourd'hui ministre de la Défense, je vois une continuité dans tout cela : je suis fidèle à nos armées.

Vous disiez aussi un regard neuf...

Un regard neuf, parce que le président de la République m'a investi d'une responsabilité inédite pour moi, celle d'être le garant de l'engagement des hommes et des femmes de la Défense. Cet engagement, j'en savais la grandeur, j'en devinais le prix, mais j'en mesure maintenant toute la complexité. Il faut du courage pour aller combattre en Afghanistan, mais il en faut aussi pour faire vivre nos armées au quotidien, dans un contexte qui n'est pas facile, j'en ai conscience. J'ai envie de dire que mon travail est de veiller sur celles et ceux qui veillent sur nous.

Qu'est-ce qui vous a surpris ou interpellé lors de vos déplacements dans les forces ?

J'aime aller dans les forces, et ici, vous l'avez compris, je pense aussi aux forces de soutien. Ces rencontres, qui sont l'occasion d'expliquer le sens de notre politique de Défense, mais aussi d'entendre un certain nombre de choses, c'est la raison d'être de

ma fonction. Je me rends sur le terrain dès que je peux. Pas encore assez à mon goût. Mais lorsque je me rends dans les forces, en tout cas, ce n'est jamais seulement pour une prise d'armes. J'y reste toujours plusieurs heures pour échanger avec les personnels et comprendre au mieux leurs réalités quotidiennes.

On a beaucoup parlé de votre déplacement à Varcès, le mois dernier...

C'est un excellent exemple de ce qui peut m'interpeller lors d'une visite dans les forces. Je m'étais déjà rendu une première fois à Varcès au mois d'août, en compagnie du président de la République, pour rendre un hommage national au major Franck Bouzet, tombé en Afghanistan, mort pour la France. Le mois dernier, j'ai retrouvé des hommes et des femmes déterminés à servir leur pays. Je les ai félicités. Mais j'ai aussi entendu les difficultés qu'ils rencontraient dans le paiement de leur solde, à cause, notamment, du système Louvois.

Louvois intéresse beaucoup de nos lecteurs... pouvez-vous nous en dire plus ?

L'objectif de Louvois, c'est de simplifier le processus de gestion RH et la fonction solde. Or, force est de constater que ce n'est pas le cas. Évidemment, c'est un projet complexe et de grande ampleur, qui nécessite un temps d'adaptation, mais je trouve qu'on a passé les limites. Les dysfonctionnements qui retardent le paiement des soldes et des primes sont devenus inacceptables. Mais Louvois n'est pas seul responsable. Cette situation s'explique

Entretien

an, ministre de la Défense

aussi par une succession de décisions malheureuses : le lancement de Louvois en même temps que le déploiement du nouveau dispositif d'organisation des fonctions de soutien dans les bases de défense sans expérimentation, ainsi que la suppression de tous les CTAC, les centres territoriaux d'administration et de comptabilité... Cela a créé une désorganisation sans précédent. Mais cela va changer.

Comment comptez-vous faire ?

J'ai décidé un plan d'action, avec un numéro vert en service depuis le 1^{er} octobre, pour tous les militaires et leurs familles, qui peuvent ainsi poser toutes leurs questions et se faire accompagner dans le traitement de leur dossier. Pour nous, ce numéro permet d'être alertés en temps réel sur les incidents de paie qui pourraient encore survenir. Dans ce plan, il y a aussi un groupe d'utilisateurs, qui rassemble les acteurs de la solde et les représentants des militaires, avec le CSFM, et des familles. Il y a d'autres mesures. Toutes visent évidemment à donner un coup d'accélérateur aux dossiers en attente de régularisation.

Pensez-vous que ce plan sera suffisant ?

Nous allons tout faire pour. Il y a toujours eu quelques dysfonctionnements dans le paiement des soldes, en raison de la complexité des règles, notamment pour le calcul des primes. Mais là, ce n'était plus acceptable. C'est un sujet que je suis personnellement, on me fait des points de situation réguliers et je suis déterminé à aller jusqu'au bout. Payer à temps, c'est le premier respect que nous devons à celles et ceux qui engagent leur vie pour notre Défense.



Nancy le 25 septembre : allocution au Centre expert des ressources humaines et de la solde.

« Payer à temps, c'est le premier respect que nous devons à celles et à ceux qui engagent leur vie pour notre Défense. »

Sur un autre sujet, votre agenda est très marqué par l'international. Aviez-vous mesuré cela ?

Si l'expression « théâtre national » a tout son sens, le fait est que la défense de la France se joue aux quatre coins du monde. Afghanistan, Syrie, Sahel... À l'heure actuelle, nous avons plusieurs zones de crise, qui rappellent pour certaines que la guerre n'est jamais loin.

Vos premiers mois au ministère de la Défense ont été marqués par le retrait d'Afghanistan...

Ils le sont toujours ! Le désengagement est en cours et je le suis de très près, avec mon

**Kaboul le
17 juillet, visite
des troupes en
Afghanistan.**



«... l'heure était venue de repenser un engagement décidé il y a dix ans, comme nos alliés le font et comme les Afghans le souhaitent.»

équipe et l'État-Major des armées. C'est une manœuvre délicate, que nous conduisons avec des procédures de sécurité renforcées. Mais j'ai toute confiance dans les hommes et les femmes qui mettent en œuvre ce désengagement. J'ai d'ailleurs eu l'occasion de constater, lors de ma dernière visite en Afghanistan, la grande qualité des préparatifs. Grâce à l'ensemble du dispositif, ce sont 2 000 soldats qui auront retrouvé leur foyer pour Noël.

En Afghanistan, diriez-vous que la mission de la France est accomplie ou qu'il reste encore un long chemin à parcourir ?

Je dirais les deux. En 2001, la France a répondu présente à l'appel des nations qui s'inquiétaient de voir l'Afghanistan aux mains d'un terrorisme international. Onze ans après, notre objectif est en passe d'être atteint : les infrastructures d'Al Qaïda ont été détruites, son commandement a été pour une grande part éliminé, et grâce aux efforts considérables des alliés, l'armée afghane est en

train de devenir une réalité tangible. Bien évidemment, la crise afghane dans toutes ses dimensions n'est pas encore résolue. Il subsiste des tensions internes. Mais nos militaires, avec un courage et un professionnalisme qui m'ont impressionné à chaque fois que je me suis rendu sur place, ont fait le maximum. Le président de la République a donc estimé que l'heure était venue de repenser un engagement décidé il y a plus de dix ans, comme nos alliés le font et comme les Afghans le souhaitent.

La France va-t-elle rester en Afghanistan ?

C'est le chemin qui reste à parcourir. Le désengagement n'est pas un renoncement, et certainement pas un abandon de la population afghane. Au contraire. La situation du pays évolue, c'est pourquoi nous venons de transférer les responsabilités de sécurité aux Afghans, dans le respect de leur souveraineté et selon leur volonté. Mais nous resterons en partie sur place, pour former les forces de sécurité afghanes, effectuer des missions de coopération, qu'elles concernent l'hôpital ou l'aéroport de Kaboul. Ces missions sont adaptées aux besoins des Afghans, comme à nos intérêts. Ce qu'il faut désormais, c'est œuvrer au développement de l'Afghanistan, pour inscrire dans la durée l'action que nous avons menée.

La Commission du Livre blanc sur la Défense et la sécurité nationale a commencé ses travaux. Quels sont les enjeux de ce nouveau Livre blanc ?

Nous traversons une période critique, avec une situation économique qui est en contradiction avec le contexte géostratégique. D'un côté, les menaces évoluent sans cesse, beaucoup augmentent, peu disparaissent. De l'autre, l'état des finances publiques impose à chacune des missions de l'État, à la Défense comme aux autres, de faire des choix qui peuvent être difficiles. Il faut tenir ensemble ces deux impératifs. C'est la mission du nouveau Livre blanc.

JEAN-FRANÇOIS D'ARCAINGUES/ECPAD/EMA - AFFICHE LIVRE BLANC - SERGE MALIVERT/DICOD

Vous avez souhaité que les hommes et femmes de la Défense puissent s'exprimer. Sont-ils vraiment concernés par le Livre blanc ?

Mais ce sont les premiers concernés ! En tant qu'acteurs de notre Défense, ils connaîtront les évolutions qui sortiront de ce Livre blanc. En tant que citoyens, ils ont d'autant plus leur mot à dire qu'ils parlent en connaissance de cause.

Quel bilan faites-vous, à mi-parcours, du site intradef que vous avez mis en place ?

Certains doutaient de son succès. Ils pensaient peut-être que c'était une question d'affichage. Ils n'avaient pas compris qu'il y avait là une réelle volonté, peut-être inédite, de donner la parole à l'ensemble de la communauté de Défense. Cette possibilité d'expression, je suis heureux que plusieurs milliers l'aient déjà saisie. Nous attendons les autres.



Lisez-vous les contributions postées sur le site ?

Mon équipe lit toutes les contributions et me fait des points réguliers. Je lis les plus significatives. Mais je précise que ce sont

bien les contributeurs eux-mêmes qui sélectionnent les plus intéressantes, qui seront transmises à la commission.

Pouvez-vous nous dire un mot du budget 2013 pour la Défense ?

Dans le contexte actuel, c'est un budget satisfaisant. La Défense fait des efforts, comme les autres missions de l'État, parce que le redressement des finances publiques est un impératif qui s'impose à nous tous, mais tout en maintenant l'essentiel de ce que nous faisons. Lors des arbitrages budgétaires, j'ai été soucieux en particulier de voir notre capacité à investir préservée à son plus haut niveau, pour qu'il n'y ait rien d'irréversible, dans l'attente des conclusions du Livre blanc et de la LPM qui le suivra. Je suis aussi le ministre des industries de défense et je dois donc veiller à un équilibre économique général.

Quelle est votre relation avec le président de la République ?

Nous avons la chance d'avoir un Président qui est pleinement chef des armées. Nos équipes sont en contact quotidien et je le rencontre chaque semaine pour faire le point. Il se trouve par ailleurs que nous sommes des amis de très longue date. Il est clair que cela facilite le travail.

Quel ministre de la Défense voulez-vous être ?

Ministre de la Défense, c'est conjuguer plusieurs fonctions en une, tant les sujets sont variés. Mais il y a une question qui me tient particulièrement à cœur. La stratégie de défense de la France, c'est avant tout des hommes et des femmes qui ont choisi de mettre leur vie au service d'un intérêt supérieur, celui de la nation. Je veux être à leur écoute, y compris pour parler des difficultés qu'ils rencontrent au quotidien. Puisque vous me posez la question, je vous réponds donc volontiers que je suis avant tout le ministre des hommes et des femmes qui font vivre la Défense.

FORCES EN ACTION

JORDANIE RÉPOND

PAR GRÉGOIRE CHAUMEIL / PHOTOS : JÉRÔME SALLES / ECPAD

Depuis le 9 août, un groupement médico-chirurgical français accueille les réfugiés syriens ayant rejoint le camp jordanien de Za'atari. Les vingt-cinq membres du Service de santé des armées soignent et opèrent sous des tentes, au cœur du désert.

Dans la tente chirurgicale, l'équipe intervient non-stop.



SE À L'URGENCE



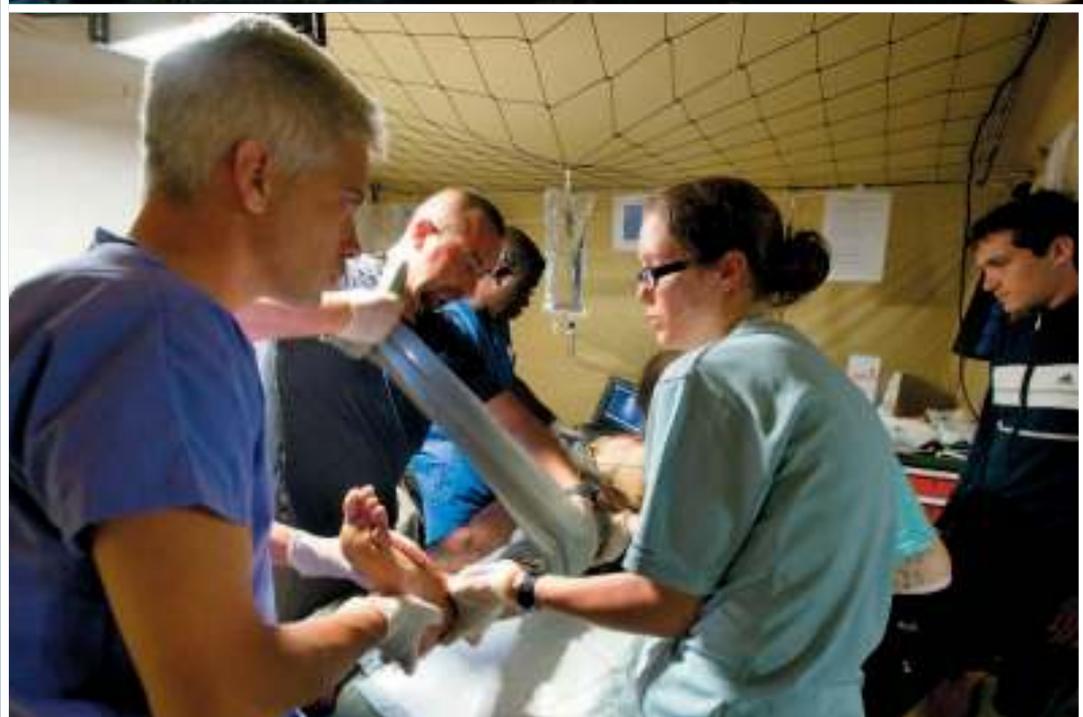


« L'enfant a été bloqué 48 heures à la frontière alors qu'il aurait dû être opéré dans les 6 à 12 heures. »

Ci-dessus : un blessé vient d'être amené sur un brancard. L'équipe médicale effectue un rapide bilan lésionnel.

Ci-contre : les trois chirurgiens et un aide-soignant interviennent en pleine nuit.

À droite : une mère et son enfant sous la tente attribuée par le HCR quelques jours auparavant. Les réfugiés devraient bénéficier bientôt de structures en dur.





La nuit aura été courte. À 2 heures du matin, un véhicule de l'armée jordanienne se présente avec deux blessés par balles au poste médico-chirurgical français installé au cœur du camp jordanien de Za'atari. Une heure et demie plus tard, une ambulance, sirènes hurlantes, fait irruption avec deux autres civils syriens sur des brancards. Un aide-soignant inscrit immédiatement un chiffre sur le front de chaque patient tandis qu'une infirmière relève les constantes. Réveillés en sursaut, les trois chirurgiens effectuent un rapide bilan lésionnel pour déterminer l'ordre de passage des blessés au bloc opératoire. Un adolescent de 14 ans, un éclat de métal fiché dans le fémur, est dans un état critique. *« Il faut l'amputer vite, diagnostique le médecin en chef Sébastien. C'est la seule décision à prendre dans cette situation. »* Après 120 minutes d'opération, l'équipe médicale sort exténuée de cette première intervention sur un réfugié mineur. Christel, chirurgien-orthopédiste, enrage : *« L'enfant a été bloqué 48 heures à la frontière alors qu'il aurait dû être opéré dans les 6 à 12 heures. »* Déployée depuis deux mois, l'équipe médicale française voit régulièrement arriver des blessés dans un état critique avec des plaies datant de plusieurs jours malgré la dizaine de kilomètres qui sépare le camp de la frontière jordano-syrienne.

2000 à 3000 nouvelles âmes arrivent chaque nuit

Alors que le conflit syrien s'intensifie, les réfugiés sont toujours plus nombreux à franchir clandestinement la frontière pour trouver refuge dans ce camp de 7 kilomètres carrés monté à la hâte le 29 juillet par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Entre 2000 et 3000 nouvelles âmes y échouent chaque nuit, sans bagages, après avoir emprunté le seul accès reliant la Syrie à ce camp du royaume hachémite. Dans cette plaine désertique et aride, surchauffée par un soleil brûlant, les tentes s'alignent à perte de vue, chahutées de temps à autre par une tempête de sable. C'est dans ce décor désolé que les militaires français se sont installés avec leurs 20 tonnes de matériel médical. Parmi eux, 25 professionnels du Service de santé des armées, dont des spécialistes en traumatologie, forment le groupement médico-chirurgical. Infirmiers, médecins et chirurgiens ont répondu, dès le 9 août, à l'urgence humanitaire, au plus près des réfugiés et des victimes des combats. Un poste médical et ■■■



« Aujourd'hui, nous aurons vu près de 80 réfugiés au poste médical. »

Ci-dessus : le camp peut recevoir jusqu'à 113 000 réfugiés sous tente. L'accueil se fait dans les meilleures conditions possibles (sanitaires en dur, eau de citerne et électricité).

À gauche : d'après le HCR, 75% des 22 000 réfugiés sont des femmes et des enfants. 58% d'entre eux sont mineurs et isolés de leur famille.

À droite : les blessés reçoivent les premiers soins d'urgence puis sont évacués dans une structure de niveau supérieur.



■ ■ ■ un bloc opératoire sont déployés sous tente avec de l'équipement de radiologie, de laboratoire et du matériel de soins. Au petit matin, dans le poste médical, la tente qui fait office de salle d'attente est déjà pleine. Elle ne désemplira pas de la journée. Le médecin généraliste ausculte Annil, 2 ans. Emmenée au camp français par son cousin, elle souffre de diarrhée, « sans doute due aux mauvaises conditions d'hygiène et d'alimentation pendant leur traversée », conclut le praticien. Les pleurs de l'enfant couvrent le souffle du vent qui s'est levé. Un aide-soignant gonfle un gant en latex pour en faire un ballon, y dessine un sourire et l'offre à la fillette. « Aujourd'hui, nous aurons vu près de 80 réfugiés comme cette petite », témoigne le militaire. Même agitation au sein de l'antenne chirurgicale où praticiens et infirmiers s'affairent tandis qu'une sono improvisée diffuse de la musique classique.

Sauver la vie ou la fonction

Dans une tente climatisée mitoyenne, les patients allongés sur des lits de campagne écoutent des versets du Coran. Sur la dizaine de places disponibles, deux sont inoccupées. À l'extérieur, un homme fume une cigarette. Il attend son transfert imminent dans un hôpital jordanien. Son visage est émacié mais son torse nu dévoile une musculature puissante en dépit de nombreux bandages. C'est un rebelle et il ne s'en cache pas : « Avant les soulèvements, j'étais professeur de sport. Aujourd'hui, je suis chef de guerre. J'ai été blessé par un sniper. Une balle m'a traversé le bras puis s'est logée dans l'abdomen. J'ai été pansé sommairement dans une structure clandestine, à Taïba. La nuit venue, l'Armée syrienne libre a ouvert un passage pour permettre à plusieurs blessés de rejoindre la Jordanie. L'équipe médicale m'a pris en charge et je me sens mieux. Je remercie mes frères français. » Une infirmière s'enquiert de son état de santé. « Si le rythme d'arrivée des blessés se poursuit, il faudra prendre des lits inoccupés dans la tente réservée aux femmes pour les réattribuer », lâche-t-elle, l'air harassé. Le médecin en chef Sébastien rétorque : « Ce ne sera pas nécessaire. Nous n'avons pas vocation à garder les patients. Nous pratiquons les gestes chirurgicaux de sauvetage avant l'évacuation du blessé dans une structure de niveau supérieur. Pour résumer, notre préoccupation est de sauver la vie ou la fonction physiologique. En cela, notre mission ne diffère pas du soutien d'une force en opération. À la seule différence qu'aujourd'hui, nos patients n'ont pas d'uniformes. » ■

Un militaire du dépôt essences air assure le plein de kérosène d'un Rafale garé sous une astroarche.

Ça carbure à

5

Pour qu'un avion décolle, il faut un pilote, des mécaniciens... et du carburant! Au dépôt d'avitaillement de Saint-Dizier, le personnel du Service des essences des armées vérifie la qualité du produit et assure sa livraison au rythme de l'activité soutenue de la base aérienne 113.

PAR NELLY MOUSSU / PHOTOS : ARNAUD KARAGHEZIAN / ECPAD

A photograph showing a fuel tanker truck parked on an airfield. A worker in green overalls is standing near the truck. The truck is connected to a large aircraft fuel tank. The scene is set at an airbase, with the tail section of a large aircraft visible on the right.

Saint-Dizier



« On teste le carburant régulièrement [...] Le risque majeur, c'est la présence d'eau qui pourrait geler en vol. »

Ci-dessus : un mécanicien de Rafale a accroché le tuyau à l'aéronef. L'avitaillement peut commencer.

Ci-contre : un soutier mesure la quantité de carburant qui peut varier en fonction de sa masse et de sa température.

À droite : un avitailleur va à la pompe charger la citerne. Toute demande, même imprévue, doit être immédiatement livrée.





L'odeur de kérosène qui émane du camion ne les dérange plus. Il est 6h30 du matin en cette fin août, et des militaires du dépôt d'avitaillement de Saint-Dizier, officiellement appelé « dépôt essences air » (DEA), s'activent déjà. À 200 mètres de là, des Rafale les attendent pour faire le plein et commencer leurs vols. Le chuintement permanent des aéronefs se préparant au décollage ne semble perturber personne. Jusque tard dans la nuit, les pilotes des escadrons Provence, Gascogne et de Transformation Rafale s'entraîneront. Jusque tard dans la nuit, le dépôt assurera l'avitaillement des aéronefs.

Mesurer le taux d'antiglace

Première étape pour le 1^{er} classe Christopher Folletête : analyser le carburant. « On le teste régulièrement dans la journée. Le risque majeur, c'est la présence d'eau qui pourrait geler en vol. » Folletête récolte trois seaux de carburant, provenant de trois camions, et les apporte dans un petit abri qui sert de laboratoire. Placé dans un flacon d'hydrottest, le liquide blanchit : il n'y a pas d'eau à l'intérieur. Puis il mesure le taux d'antiglace, la masse et la température du produit. « Selon ces paramètres, le produit gonfle ou diminue. Cela nous permet de savoir à quoi correspond réellement le nombre de litres prélevés », explique le brigadier-chef Nicolas Viry. Reste à vérifier le bon fonctionnement des camions, les fuites éventuelles, la pression des pneus, avant de charger les citernes en carburant. À 7h20, un camion-citerne de 30 m³ part vers les aéronefs sur la piste de décollage, tandis que deux autres, dits « de complément », restent au DEA. Onze livraisons sont prévues ce matin, mais « il faut se tenir prêt. Il peut y avoir des vols inopinés », commente le brigadier-chef Viry.

Direction la piste pour le soldat Folletête. Seul dans son camion, warnings allumés, il approche des Rafale alignés. Il stoppe son véhicule à quelques mètres du nez de l'avion, garde le moteur allumé pour repartir rapidement en cas de problème. L'avitaillement peut commencer. Folletête tire un lourd tuyau avec le mécanicien du Rafale, appelé « pistard », qui l'accroche à l'aéronef. Une liaison équipotentielle (2 pinces et une tresse de masse) permet de placer les deux véhicules au même potentiel électrique. « C'est la première chose à faire avant un avitaillement pour ne pas risquer l'explosion », commente le brigadier-chef Julien Imize.

L'équipe de jour est arrivée au dépôt. À la maintenance, on vérifie les filtres des camions et on rénove la sculpture des pneus usés pour leur donner une seconde vie. Quant à Frédéric Febvre, ouvrier d'État depuis vingt-trois ans au service des essences des armées, il s'occupe du pipeline. Il réceptionne du carburant F-35 et le transforme en F-34, un produit additivé qui ne gèle pas (l'additif évite l'agglomération des cristaux de glace susceptibles de colmater les filtres à carburant des aéronefs à très basses températures). « Pour la semaine prochaine, je peux déjà dire que, faute de débit assez élevé du pipeline et de temps nécessaire à la transformation, on va devoir aller puiser du carburant dans nos dépôts de stockage situés un peu plus loin sur la base aérienne. » Le sifflement des Rafale se fait plus puissant. Au dépôt, le personnel met ses bouchons auriculaires pour se protéger les tympans. Deux avions de chasse viennent de décoller.

15 à 20 pleins sur Rafale par jour

En fin de matinée, Folletête repart. Arrivé sur la piste, il lui faudra 5 minutes pour livrer près de 8000 litres à un seul Rafale. Par radio, on le prévient d'un nouvel avitaillement et il se dirige vers une astroarche, lieu de parking. Après la manœuvre, il contacte Viry : « Il ne me reste plus grand-chose. Je rentre au dépôt. » Au volant d'un autre véhicule, son collègue patiente sur la piste, prêt à prendre le relais. « Nous stationnons un camion en permanence à proximité des appareils, commente le lieutenant Cyril Schoefer, chef du DEA de Saint-Dizier. En moyenne, nous livrons 200 m³ par jour, soit 15 à 20 pleins sur Rafale. »

Pourtant, il faut compter des temps d'attente. Le prochain avitaillement est prévu à 16 heures. Le dépôt vit au rythme de la base aérienne. Mais la vigilance demeure. À tout moment, le bureau « piste » peut demander une livraison. Le personnel poursuit donc la maintenance des véhicules et répète les analyses. Alors que l'équipe du matin croise l'équipe du soir, un avitailleur va « à la pompe » charger le carburant. « C'est parti pour 30 minutes ! », lance-t-il. Cette anticipation lui permet de répondre à une demande inopinée de carburant en fin de journée. Il est 23 heures lorsqu'il procède au dernier avitaillement. Dans la pénombre de la base, les quelques astroarches encore éclairées s'éteignent peu à peu. Une journée classique d'entraînement et d'alerte s'achève pour les pilotes de Rafale. Demain, grâce au personnel du dépôt, ils auront le carburant nécessaire pour s'envoler de nouveau. ■



O
L
E
F
T
B
R
O
R





OLIVIER RAVENEL/SIRPA AIR

1 - Mirage
Deux Mirage 2000N survolent le Massif central enneigé.

2 - Corée du Sud
Exercices de la marine sud-coréenne dans la péninsule de Taean, au sud-ouest du pays.

3 - Afghanistan
Un tireur d'élite du *Battle Group Tiger* en appui des forces nationales afghanes de sécurité. (Photo primée au concours du RC East).

4 - Canon TRF1
Un canon TRF1 de 155 mm du 11^e Rama tire des obus éclairants lors de l'exercice « Orage d'acier » à Djibouti.

5 - Départ
Des marins du *Charles-de-Gaulle* se tiennent sur une échappée, à l'avant, lors de l'appareillage.



JUNG YEON-JE/AFP IMAGEFORUM



JÉRÔME BARDENET/ARMÉE DE TERRE/EMA



C. LEFÈVRE/ARMÉE DE TERRE



CAROLINE MASSOUTY/MARINE NATIONALE

30/08-01/09 TCHAD EXERCICE DE DESSERREMENT DE MIRAGE F1

Quarante-cinq militaires du détachement air de la force Épervier ont conduit une manœuvre de desserrement des quatre Mirage F1 vers Faya, à environ un millier de kilomètres au nord de la base aérienne Kossèï de N'Djamena. Cet exercice consiste à redéployer des moyens aériens vers un autre site. Ainsi, toute une plate-forme de soutien a été déplacée dans une zone isolée du désert du Bourkou. Les entraînements tactiques ont engagé des pilotes de chasse et l'équipe de



commandos parachutistes de l'air. Ils ont réalisé une série d'exercices Ecas (*Emergency Close Air Support*) à partir de différents scénarios : désignation fictive de cible

par laser, description de cible par radio, poursuite de cible au sol, passe canon et simulation de tir, démonstration de force avec lancement de leurres, etc.

16/09 FRANCE SECOURS EN MER DANS LA MANCHE

Victime d'une voie d'eau sur un navire de pêche, un plaisancier a demandé assistance au Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage (Cross) de Jobourg, dans la Manche. Le Cross a immédiatement envoyé un message aux usagers de la mer dans le secteur et a déclenché un hélicoptère Dauphin de la Marine nationale ainsi qu'un canot de la Société nationale de secours en mer qui a pris en charge le plaisancier et a installé une motopompe à bord du bateau.

06-07/09 CÔTE-D'IVOIRE LICORNE EN SOUTIEN

Suite au naufrage nocturne d'une vedette, quinze militaires des Forces républicaines de Côte-d'Ivoire (FRCI) ont disparu dans la lagune d'Abidjan. À la demande des FRCI, le commandement de la force Licorne a mis en alerte la compagnie de commandement et de logistique interarmées et le détachement d'intervention lagunaire (DIL), qui sont intervenus. Licorne a fourni un groupe électrogène pour assurer l'éclairage de la zone et deux pirogues avec leurs équipages afin de permettre aux plongeurs des sapeurs-pompiers ivoiriens de procéder aux recherches. Le DIL a poursuivi ses patrouilles 36 heures et neuf ivoiriens rescapés ont été retrouvés.

07-14/09 FRANCE 45^E ÉDITION DE COLIBRI



Organisée par la 11^e brigade parachutiste, la 45^e édition de l'exercice Colibri, opération aéroportée internationale, s'est déroulée à Pau. Cet entraînement a pour objectif de maintenir l'interopérabilité des unités parachutistes françaises et étrangères (allemandes, hollandaises et

belges) dans le cadre d'une opération visant à appuyer un gouvernement en sortie de crise et à restaurer la paix. Pas moins de 1300 hommes, parachutistes et aviateurs, ont été mobilisés. Leur mission était de contrôler la zone et de saisir une plate-forme aéroportuaire

afin d'accueillir des renforts. Récemment équipé du système Félin, le 8^e régiment de parachutistes d'infanterie de marine a notamment pu tester pour la première fois l'utilisation du nouveau parachute EPC (ensemble de parachutage du combattant).

29/08 AFGHANISTAN
FORMATION
D'INFIRMIERS



Six infirmiers afghans ont entamé une formation continue de deux mois à l'hôpital médico-chirurgical (HMC) français, situé sur l'aéroport international de Kaboul. Proposé par l'état-major de la Force internationale d'assistance à la sécurité, ce projet de formation de personnel médical afghan a été mis en place par l'équipe médicale du HMC et la police nationale afghane : les six infirmiers stagiaires provenant de l'hôpital de la police nationale afghane de Kaboul. L'objectif est de leur donner une spécialité médicale et de parfaire leur expérience dans les soins prodigués aux patients. Ce partenariat manifeste la volonté d'engagement durable de la France en soutien des Afghans au-delà de 2012.

05-09/09 SOMALIE LA FRÉGATE LA FAYETTE ESCORTE UN CARGO



Un cargo transportant du matériel opérationnel destiné à la mission de l'Union africaine en Somalie (Amisom) a été escorté par la frégate *La Fayette*. Ils ont relié le canal du

Mozambique au port de Mogadiscio. L'escorte et la protection de navires affrétés par les Nations unies en soutien de l'Amisom est l'une des missions principales de l'opération Atalante et

visé à permettre un retour à la normale en Somalie. Le bureau de soutien des Nations unies pour la mission de l'Union africaine en Somalie assure la logistique de l'ensemble des troupes de l'Amisom.

14/09 FRANCE HEPHAÏSTOS 2012 : L'HEURE DU BILAN

Réactivé le 30 juin, le plan annuel de lutte contre les feux de forêt Héphaïstos est terminé. Pendant deux mois et demi, 212 militaires sont venus en renfort des unités militaires de la sécurité civile. La

zone méditerranéenne concernée par cette campagne de lutte contre les feux de forêt est composée des régions Provence-Alpes-Côte d'Azur, Languedoc-Roussillon et Corse, ainsi que des départements de la

Drôme et de l'Ardèche. Deux Puma, une Gazelle, deux camions-citernes du Service des essences des armées, deux tracto-niveleurs et 45 véhicules légers ont été déployés. L'été 2012 a connu 892 feux qui ont ravagé plus de 2 500 hectares.

04/09 LIBAN ENTRAÎNEMENT STEEL STORM POUR LA FINUL ET LES FAL



La Force Commander Reserve (FCR) a participé à un exercice de tir conjoint avec les Forces armées libanaises (FAL) afin de renforcer leur coopération et leur coordination opérationnelle. Dénommée *Steel Storm* et organisée conjointement par la Force intérimaire des Nations unies au

Liban (Finul) et les FAL à Naqoura, cette manœuvre était dirigée par le poste de commandement tactique de la FCR tandis que la *Maritime Task Force* de la Finul garantissait la sécurité en mer. Des blindés français et libanais se sont succédé pour tirer plus de 10 000 cartouches et obus au cours de la journée.

**Antoine Bondaz, doctorant en sciences politiques,
chercheur à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (Irssem)**

La Corée du Nord prête au changement ?



AFP IMAGEFORUM

Le 15 avril, Kim Jong-eun présidait le défilé militaire du 100^e anniversaire de la naissance de son grand-père, Kim Il-sung. À cette occasion, le nouveau leader délivrait son premier discours public, annonçant que « les Nord-Coréens n'auraient plus à se serrer la ceinture ».

La mort de Kim Jong-il, le 17 décembre 2011, a relancé les suppositions quant à un effondrement possible du régime nord-coréen. Il n'en a rien été. La succession qui a mené Kim Jong-eun au pouvoir, amorcée en réalité dès début 2009 après l'accident vasculaire cérébral de son père, et officialisée en septembre 2010, s'est faite en douceur. La Corée du Nord demeure un régime avec un leader suprême à sa tête. Kim Jong-eun s'est considérablement renforcé au premier semestre 2012, acquérant tous les anciens titres de son père et adoptant une nouvelle communication politique, ouverte et paternaliste, à l'image de celle de son grand-père. Le désormais maréchal a clairement repris en main l'armée au profit du Parti des travailleurs, notamment en nommant un proche, Choe Ryong-hae,

à la vice-présidence de la puissante commission militaire centrale, et en limogeant le chef d'état-major, le vice-maréchal Ri Young-ho.

L'improbable dénucléarisation

Dans le domaine du nucléaire, Kim Jong-eun s'inscrit dans la continuité. Il entend conserver l'héritage de son père (enrichissement au plutonium révélé en 2002 et à l'uranium en 2010) ayant fait de la Corée du Nord une « nation forte et prospère », objectif officiel depuis 1998. Cela a été rappelé par le ministre des Affaires étrangères fin août, qui, répondant à un rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique, a annoncé vouloir développer le programme nucléaire « au-delà de l'imagination », laissant ouverte la possibilité d'un troisième test après ceux de 2006 et 2009. Les sanctions internationales mises en place par les résolutions 1718

et 1874 du Conseil de sécurité montrent ainsi leurs limites. Dans un contexte d'équilibre régional mis à mal, notamment par l'essor économique sud-coréen, cette capacité nucléaire répond à une aspiration permanente du régime et à une volonté d'indépendance qui se décline en trois temps : Kim Il-sung avait permis l'indépendance politique tandis que Kim Jong-il, par sa politique de priorité à l'armée, a atteint l'indépendance militaire. Reste désormais à Kim Jong-eun de franchir un troisième palier et d'accéder à l'indépendance économique du pays.

Le tournant des réformes économiques

Lors des commémorations du 100^e anniversaire de la naissance de Kim Il-sung, en avril, le nouveau premier secrétaire du Parti des travailleurs a annoncé que « les Nord-

Coréens n'auraient plus jamais à se serrer la ceinture ». La nomination de sa tante, Kim Kyong-hui, au poste clé de l'industrie légère ; la visite de son oncle, Jang Song-taek, en Chine en août, sur le thème des réformes économiques ; le possible retour en grâce de l'ancien Premier ministre réformateur Pak Pong-ju ; les nombreuses visites de terrain de Kim Jong-eun ou encore la réunion inattendue du Parlement le 25 septembre laissent à penser que des réformes majeures sont à attendre. Cependant, la dépendance économique vis-à-vis de Pékin s'est gravement accrue depuis 2008. La Chine représente désormais plus de 70 % du commerce extérieur nord-coréen tandis que la Corée du Sud, autrefois partenaire principal, n'en représente plus que 25 %. L'indépendance économique de Pyongyang passera nécessairement par une diminution du poids économique chinois en Corée du Nord, ce qui réduira d'autant l'influence de Pékin.

Vers une reconfiguration diplomatique

Dans son testament politique, Kim Jong-il aurait mis en garde son fils contre le poids grandissant de la Chine dans la péninsule et lui aurait ordonné d'éviter « d'être exploité par la Chine ». La Corée du Nord entend écartier toute relation de « vassalité » vis-à-vis de son voisin et garantir sa liberté d'action. Cependant, le soutien inconditionnel chinois, qu'il soit politique, économique ou humanitaire, reste indispensable au régime. De son côté, la Chine se rend compte que son influence est limitée : elle n'a ainsi pas pu empêcher le dernier essai balistique, le 13 avril. Pékin avait alors montré son agacement en suspendant provisoirement le renvoi des réfugiés illégaux nord-coréens dans leur pays d'origine.

Le regain de tension provoqué par la Corée du Nord en 2009 et surtout, en 2010, avec le torpillage de la corvette sud-coréenne *Cheonan* et le bombardement de l'île de Yeonpyeong a forcé le rapprochement avec Pékin, alors seul soutien possible pour Pyongyang. S'il veut garder une marge de manœuvre, Kim Jong-eun devra réussir à rééquilibrer les relations extérieures

de son pays. 2012 est une année de transition en Asie du nord-est avec des élections ou des successions politiques importantes dans tous les États, Japon excepté, et Pyongyang pourrait en profiter. Le départ, en décembre prochain, de Lee Myung-bak, actuel président sud-coréen et artisan d'une ligne dure, pourrait permettre aux relations intercoréennes de prendre un nouveau tournant. Bien que l'opération *Odyssey Dawn*, en Libye au printemps 2011, ait renforcé la méfiance vis-à-vis de Washington, de nouvelles négociations, succédant à celles ayant mené à l'accord mort-né dit du *Leap Day Deal* le 29 février, pourraient reprendre. Si la relation avec le Japon reste tendue, des négociations ont eu lieu fin août, une première depuis quatre ans. Pyongyang pourrait enfin accélérer la réalisation du projet russe de pipeline

nales. Cette petite puissance économique et démographique dispose d'un énorme effet de levier régional. En manipulant et en utilisant les différends entre ses voisins, Pyongyang a réussi à garantir la survie du régime. Si l'on exclut un effondrement soudain du régime, trois scénarios d'un possible changement sont identifiables. Le premier, celui de réformes radicales venant de l'intérieur, est peu crédible car cela mettrait en cause les fondements et la légitimité même du régime. Un deuxième se baserait sur des garanties de sécurité apportées par Washington et la signature d'un traité de paix mettant fin à la guerre de Corée (seul un armistice a été signé en 1953 avec la Corée du Sud et les États-Unis). Mais, bien que souhaitées par Pyongyang, ces deux conditions n'assureraient en rien la



Le 23 novembre 2011, sur l'île de Yeonpyeong, des Marines sud-coréens participaient à un exercice commémorant le 1^{er} anniversaire du bombardement de l'île par les Nord-Coréens.

dans la péninsule coréenne. Ce projet, discuté lors du voyage de Kim Jong-il en Russie à l'été 2011, permettrait à Moscou de revenir sur la scène nord-est asiatique. Quant à l'Union européenne, déjà exclue des pourparlers à six (Chine, États-Unis, Russie, Japon et deux Corée), sa doctrine dite de l'engagement critique apparaît comme insuffisante pour éviter sa marginalisation. Une implication plus forte de Bruxelles sur le dossier nord-coréen est indispensable afin de défendre au mieux ses intérêts dans la région.

La Corée du Nord défie les concepts traditionnels des relations internatio-

dénucléarisation du pays. Un troisième scénario, centré sur un véritable accord entre la Chine et les États-Unis, apparaît comme la seule solution viable. Il signifierait alors le début d'une ère nouvelle de coopération et non de confrontation régionale. Il faut reconnaître qu'il est difficile d'être tout à fait optimiste quant à une normalisation de la Corée du Nord et une baisse durable des tensions. L'incertitude stratégique dans la région la plus dynamique au monde n'en est alors que renforcée. ■

Les propos de cette rubrique n'engagent que leur auteur.

GABON



Les Forces françaises au Gabon (FFG), stationnées à Libreville, constituent la base opérationnelle avancée de l'Afrique de l'Ouest. Être projetable en cas d'intervention d'urgence et contribuer à la montée en puissance des forces africaines participant au maintien de la paix sont ses principales missions.

PHOTOS : BRUNO BIASUTTO/DICOD



FFG, UN DISPOSITIF OPÉRA

Situé de part et d'autre de l'Équateur, le Gabon accueille sur ses terres l'une des bases militaires françaises en Afrique. Fortes de 1000 hommes, les Forces françaises au Gabon (FFG), stationnées à Libreville, constituent la base opérationnelle avancée (BOA) de l'Afrique de l'Ouest. Depuis 2011, « la BOA est la traduction dans les faits, dans ses structures, des conclusions du Livre blanc sur la Défense et la sécurité nationale de 2008. Elle est au cœur d'une grande zone d'action qui va de la Mauritanie à l'Angola », explique le général de brigade Jean-Jacques Toutous, commandant les FFG. Être projetable en cas d'intervention d'urgence et participer à la montée en puissance des forces africaines en mesure de

prendre part aux actions de maintien de la paix sur le continent sont les principales missions des FFG. Vingt-cinq pays participent à ces opérations. Quinze d'entre eux appartiennent à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) et les dix autres composent la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (Ceeac). Depuis 1997, c'est à travers le concept Recamp (renforcement des capacités africaines de maintien de la paix) que la France participe à cette montée en puissance à travers la coopération opérationnelle et structurelle. Les Forces françaises au Gabon agissent plus particulièrement au profit des pays membres de la Ceeac (Angola, Burundi, Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République centrafricaine, République

Ci-dessous : avant un entraînement au tir, un instructeur du 6^e bataillon d'infanterie de marine vérifie les armes d'un détachement congolais des Forces multinationales d'intervention en Afrique centrale.



TIONNEL ET STRATÉGIQUE

démocratique du Congo, Tchad, Sao Tomé et Príncipe). Cette coopération militaire opérationnelle s'articule autour d'actions de formation, de soutien logistique et d'entraînement au profit des armées africaines de la région. « Elle se concrétise par plusieurs types d'activités comme les détachements d'instruction opérationnelle (DIO) à destination des militaires gabonais et à ceux des pays participant au maintien de la paix dans la région », explique le lieutenant-colonel Thierry Mons, chef du bureau planification de l'état-major interarmées (EMIA) des FFG et chargé de la coopération opérationnelle des FFG. Conduits régulièrement au cours de l'année, les DIO sont dispensés par les différentes unités qui constituent les FFG, principalement par le 6^e bataillon d'infanterie de marine

(6^e Bima). Le commandant des FFG (Comfor FFG), qui relève directement du chef d'État-Major des armées, dispose, pour mener les missions qui lui sont confiées, d'un état-major et de forces terrestres et aériennes. L'EMIA FFG est en charge du contrôle opérationnel, du soutien et de la préparation des opérations, de la coopération et de l'organisation générale des FFG. Un détachement Air assure les missions de transport opérationnel grâce à ses deux Transall et son Fennec.

Le 6^e Bima, implanté au Gabon depuis 1975, est en mesure de projeter un groupement tactique interarmes ou embarqué et de s'engager par la troisième dimension (troupes aéroportées, quatre hélicoptères Puma), ou par la mer (amphibie). Outil principal des Forces françaises au Gabon au service d'une ■■■

« La coopération militaire opérationnelle s'articule autour d'actions de formation, de soutien logistique et d'entraînement au profit des armées africaines de la région. »

■■■ intervention d'urgence (opérations, évacuation de res-sortissants), cette unité participe donc activement à la coopération opérationnelle, soutenue par les différentes direc-tions et services interarmées présents sur le camp De Gaulle. « Cette capacité nous permet par exemple de conduire des DIO blindés, comme ce fut le cas courant 2012. Pendant 15 jours, nous avons formé deux pelotons blindés de l'armée gabonaise », ajoute le lieutenant-colonel Mons.

Former un bataillon de 850 soldats au Burundi

Parallèlement, des unités africaines peuvent être formées dans leur propre pays. « En janvier et février, nous avons envoyé un détachement de 40 instructeurs du combat d'infanterie au Burundi pour former un bataillon de 850 soldats. L'objectif était de les préparer à la mission de l'Union africaine en Somalie. » La base des FFG effectue également des détachements d'instruction technique (DIT) en mé-canique, en entretien du ma-tériel chaud/froid (spécificité outre-mer et étranger), en conduite de travaux d'infrastructure, en restauration col-lective, etc. Pour les DIO comme pour les DIT, il existe un catalogue de formations revu chaque année en fonc-tion des pays bénéficiaires. « Le retour que nous avons des États est très positif et nous comptons des demandes toujours plus nombreuses chaque année. Nous leur apportons aussi le soutien logistique indispen-sable à leur entraînement », précise le lieutenant-colonel Mons. Un avis que partage le lieutenant-colonel Ernest N'Kili, directeur général par intérim des opérations des forces armées gabonaises : « Les FFG forment près d'un millier de nos militaires chaque année. Nous leur demandons aussi un appui ponctuel en moyens aériens pour projeter nos troupes sur les théâtres d'opération, comme ce fut le cas en République centrafricaine. Ce soutien très utile est complété par des échanges réguliers et amicaux entre nos deux pays. » Une coopération très importante car « elle est l'une des trois plus importantes coopérations bilaté-rales de défense dans les pays africains avec lesquels nous avons des accords », affirme le colonel Hervé Broda, attaché de défense à l'ambassade de France, à Libreville. Au-delà des fron-tières gabonaises et sous l'égide de l'Union africaine, les FFG participent donc à la montée en puissance des armées de la

région. Ainsi, un détachement œuvre d'ailleurs en République centrafricaine, installé sur le camp militaire français de M'Poko, à Bangui, à 3 heures de Transall de Libreville. Ses 240 soldats participent à l'opération Boali, dans le cadre de la Mission de consolidation de la paix en Centrafrique, placée sous l'autorité de la Ceeac et mise en place en 2008. « Notre mission essen-tielle est de soutenir le contingent de la force multinationale d'Afrique centrale (Fomac) qui, elle-même, soutient les forces armées centrafricaines (Faca), notamment dans la frange nord du pays, où la situation sécuritaire est souvent instable, explique le lieutenant-colonel Pascal Goujon, commandant le détache-ment Boali des FFG. Notre soutien est surtout d'ordre logis-tique. Nous fournissons par exemple des véhicules, des trans-missions, de l'armement et nous assurons le maintien en condition de ce parc pour obtenir une disponibilité technique opérationnelle d'au moins 75 %. » Comme pour les autres pays

de la région, le soutien passe aussi par l'instruction. Lors de chaque mandat, les mili-taires français forment 600 soldats de la Fomac. Cette force compte des mili-taires camerounais, tcha-diens, gabonais, congolais et centrafricains. La formation porte sur l'acquisition de sa-voir-faire techniques et tac-tiques, individuels et collec-tifs, du combattant au com-mandant de compagnie en passant par le chef de sec-tion. « Pour nous, cette opé-ration est très enrichissante car nous sommes en contact permanent avec diverses na-tionalités africaines et l'on voit vraiment concrètement le travail que l'on peut réaliser sur place », explique le chef

de détachement. Pour le général Toutous, « il est difficile de dresser un tableau de ce que sera la paix sur le continent africain dans les années à venir ». Les enjeux économiques et sécuritaires dans la région sont prégnants dans cette zone du continent. De plus, pour la France, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale constituent une zone d'opé-rations très importante avec Épervier au Tchad, Boali en Cen-trafrique et Licorne en Côte-d'Ivoire. Cependant, « ce dont je suis sûr, c'est qu'aujourd'hui, au Gabon, le dispositif des FFG permet d'intervenir très rapidement dans notre zone de responsabilité permanente », conclut le commandant des Forces françaises au Gabon.

Anne-Lise Llouquet

Forces françaises du Gabon



ARMÉES D'AUJOURD'HUI

UNIVERSITÉS D'ÉTÉ, DES

« Les nouveaux enjeux économiques et géostratégiques » étaient au cœur de la 10^e édition des Universités d'été de la Défense qui s'est déroulée les 10 et 11 septembre à Brest. Quatre cents personnes ont réfléchi et débattu sur l'avenir de la Défense au cours d'ateliers et de forums.

Depuis une décennie, sous l'égide des présidents des commissions de la Défense nationale des deux assemblées, les Universités d'été de la Défense (UED) constituent un temps de réflexion sur la Défense de demain... Elles ont rassemblé 400 personnes cette année. Selon Patricia Adam, présidente de la commission de la Défense et des forces armées de l'Assemblée nationale, « *il s'agit d'un moment particulier au cours de chaque année législative. Il permet aux élus, parlementaires, grands décideurs militaires et civils de la Défense, industriels et journalistes d'évoquer les sujets d'actualité et de débattre en toute sincérité* ». Et Jean-Louis Carrère, son homologue à la commission de la Chambre haute, poursuit : « *Pour nous, aujourd'hui, l'actualité c'est la préparation du Livre blanc.* »

Côté organisation, ateliers, forums, séance plénière, visites et allocutions officielles se sont succédé. Cette année, les ateliers traitaient des enjeux de la maritimisation, des grandes fonctions stratégiques, de la capacité industrielle souveraine, de la cyberdéfense et de la géopolitique. « *La contradiction et l'innovation émanent de cette ouverture des débats à tous les acteurs de la Défense* », s'enthousiasme Eric Schmidt, de la Compagnie européenne d'intelligence stratégique (CEIS) et organisateur des UED. Selon lui, la plus grande force

de ce rendez-vous réside dans la règle de confidentialité des informations échangées lors d'une réunion. Concrètement, les participants ne doivent pas révéler l'identité des personnes qui s'expriment, ce qui garantit la liberté de parole.

Espaces de réflexion, les forums des rencontres ont permis d'aborder certains travaux ou débats parlementaires souvent méconnus. L'A400M, l'action de l'État en mer, l'avenir des forces nucléaires et les entreprises

de services de sécurité et de défense ont ainsi donné lieu à des échanges. En outre, un petit-déjeuner débat sur la défense de l'Europe a été l'occasion d'écouter des autorités étrangères.

« *Depuis quelques années, nous avons décidé d'inviter des parlementaires d'autres assemblées européennes, généralement leurs*

présidents de commission, ainsi que des représentants des structures militaires de l'Union européenne et de l'Otan. Cette ouverture nous permet d'avoir une vision plus générale et globale de la situation », souligne Jean-Louis Carrère. La séance plénière a eu lieu le 11 septembre pour clore les UED. Actualité oblige, elle était consacrée au Livre blanc et à la préparation de la nouvelle loi de programmation militaire. « *Le ministre de la Défense l'a d'ailleurs rappelé, il faut préserver nos capacités d'investissements en matière d'équipements, non seulement pour doter les armées d'outils performants, mais aussi pour préserver nos industriels et nos PME qui emploient des milliers de salariés. Ce sont deux points cruciaux qui feront bien sûr l'objet d'une attention toute particulière dans le futur Livre blanc* », commente Patricia Adam. « *La séance plénière permet un point de situation sur les débats qui commenceront lors de l'ouverture des sessions parlementaires* », ajoute l'organisateur.

Des visites de sites et des présentations de matériel ont été organisées en marge de ces temps de réflexion. Elles ont été l'occasion pour les parlementaires de rencontrer les militaires et d'avoir avec eux des échanges qui les éclaireront pour prendre en toute connaissance de cause des décisions pendant leur législature. ■

Nelly Moussu

S PISTES POUR DEMAIN



Visite guidée
du sous-marin
nucléaire d'attaque
Saphir par les
universitaires.

JEAN-JACQUES CHATAUD / DIOC

ARMEND NIMANI/AFP IMAGEFORUM



UNE FORCE STABILISAT

Plus de quatre ans après avoir déclaré son indépendance, le Kosovo a accédé, le 10 septembre, à la pleine souveraineté. La supervision internationale a ainsi officiellement pris fin, suivant une décision ratifiée en juillet par le Groupe d'orientation sur le Kosovo (rassemblant 25 États ayant reconnu l'indépendance de ce pays et se chargeant d'en suivre l'évolution d'un point de vue démocratique). Cette échéance traduit une avancée pour l'avenir kosovar. Pour autant, le travail de la KFOR (Kosovo Force – forme armée multinationale de l'Otan au Kosovo) reste essentiel, tant pour la poursuite de la

sécurisation de ce territoire situé aux portes de l'Union européenne que pour le maintien de la stabilité de toute une région encore fragilisée par une succession d'épisodes de tensions interethniques.

Depuis la désintégration de la République fédérale de Yougoslavie, le Kosovo demeure un territoire disputé. « *Belgrade ne reconnaît pas l'indépendance de Pristina, considéré comme une partie intégrante de la Serbie, tout comme certaines autres minorités de son territoire* », explique le général allemand Erhard Drews, commandant la KFOR. Le Kosovo continue ainsi de connaître des situations de violence entre les commu-

LIKË!

La jeune République du Kosovo, souveraine depuis le 10 septembre, reste un lieu de conflits communautaires. Aussi, malgré une réduction progressive des effectifs sur le terrain depuis 2009, l'engagement de la force armée de l'Alliance Atlantique (KFOR) reste indispensable à la construction d'un État solide et viable.



MORGAN SALINGUE/ECPAD



CHRISTOPHE FIARD/DICOD



CHRISTOPHE FIARD/DICOD

KFOR

TRICE SUR LE TERRAIN

nautés qui y cohabitent, comme ce fut le cas en 2004 et 2008. Les élections présidentielles qui se sont tenues en mai, sous le contrôle de l'Otan et de la mission européenne Eulex, ont été l'occasion de constater que la sérénité apparente est maintenue, au quotidien, par les soldats de la KFOR.

Au-delà du scrutin, selon le colonel Jean-Michel Rico, représentant national de la France auprès de la KFOR, « bien que la situation sécuritaire ait connu une nette amélioration ces dernières années, notamment dans le nord du pays, des regains de violence ponctuels laissent imaginer un probable risque de résurgence d'un conflit

sans la présence stabilisatrice des forces déployées au sein de la KFOR ». Du côté des autres institutions internationales présentes sur le terrain aux côtés de l'Otan, l'analyse est identique. Nikola Gaon, porte-parole de la mission Omik de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, va même plus loin : « Le Kosovo est un pays aujourd'hui calme, mais des incidents persistent et, non maîtrisés, ils pourraient s'étendre à tout le reste de la région balkanique. »

Cependant, « c'est au niveau politique qu'une solution doit être trouvée. D'ici là, la présence militaire doit soutenir un tel processus », insiste le général Erhard ■■■

« C'est au niveau politique qu'une solution doit être trouvée. D'ici là, la présence militaire doit soutenir un tel processus. »

■■■ Drews, rejoint par Robert Sorenson, représentant spécial de la mission Minuk de l'ONU, qui estime aussi que « la solution est politique et passe par la reprise du dialogue entre les communautés jusqu'à la réconciliation entre celles-ci ». Rappelons que, si la France a reconnu le Kosovo au lendemain même de sa déclaration d'indépendance, en 2008, seuls 91 États en ont fait autant. À ce jour, ni l'Organisation des Nations unies ni l'Union européenne ne souscrivent à cette reconnaissance. Pour autant, ces deux organisations contribuent à construire l'administration de cet État.

à accompagner la mise en place de structures administratives, policières et douanières autonomes. Elle implique un effacement progressif des acteurs internationaux et se traduit notamment par un remodelage des zones de responsabilité et des forces déployées sous commandement de l'Otan, ainsi qu'à un recentrage de leurs missions de sécurisation (protection des personnes et des biens) vers un rôle de dissuasion (renseignement et contrôle). Plus particulièrement, au sein de ce dispositif, les missions des forces françaises « participent à lutter contre le terrorisme, en empêchant l'approvisionnement en armement et en explosifs des groupes extrémistes installés dans le nord du pays par la Serbie », souligne le colonel Christophe Szolyga, commandant le contingent national français au Kosovo. Une responsabilité que les forces françaises « assument de manière efficace, grâce à une expérience des premiers instants », se félicite le général Erhard Drews. Elles ont même, sur ce théâtre, une position jugée « fondamentale » par ses alliés, celles-ci disposant d'une connaissance reconnue du terrain et d'une longue expérience de commandement de la KFOR.



S'inscrivant dans cette démarche d'accompagnement vers l'autonomie, la KFOR, au sein de laquelle la France est engagée depuis sa création, en 1999, a progressivement enclenché une réorganisation des missions qu'elle conduit au profit des populations locales, ainsi que pour soutenir les autres institutions impliquées dans la construction d'un État viable. La force – qui a vu son format passer de 13 000 à 6 000 hommes au fil des années – a franchi une nouvelle étape, baptisée *Gate II*, décidée par les ministres de la Défense de l'Otan dès juin 2009 et conduite entre octobre 2010 et mai 2011. Celle-ci consiste

été redéployées en deux bataillons, ainsi que cinq détachements régionaux multinationaux pour l'interface entre la population, les autorités locales et la KFOR », précise le colonel Szolyga. Moins importante, cette force est néanmoins plus mobile et capable d'intervenir sur tout le territoire, s'adaptant au contexte sécuritaire qui caractérise actuellement le Kosovo. « Cela, jusqu'à ce que les autorités locales soient en mesure de prendre l'entière responsabilité de la République du Kosovo », conclut le colonel Szolyga.

Linda Verhaeghe

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

SOIGNER LES BLESSURES INVISIBLES

Les militaires en opération savent que leur intégrité physique peut être menacée et ces blessures sont acceptées. Mais il en est d'autres parfois indicibles, plus longues à identifier et à cicatriser. Psychiatres et psychologues des armées et du Service de santé s'emploient conjointement à les détecter et à y porter remède.

L'ancien sergent B. se promène dans une avenue parisienne. Soudain une détonation retentit non loin de lui. Spontanément, il se jette sous une voiture stationnée le long du trottoir pour se mettre à l'abri. Il n'est plus à Paris, mais à Sarajevo, sur Sniper Alley, où des balles meurtrières fusent de tous côtés. Il revit un épisode douloureux qui l'a marqué il y a quinze ans», relate le professeur François Lebigot, ancien psychiatre militaire.

Bosnie, Rwanda, Côte-d'Ivoire, Afghanistan... Lors de chaque conflit, les militaires sont confrontés à des situations potentiellement traumatisantes. Chez certains, cela peut engendrer, au fil des années, un état de stress post-traumatique (ESPT), comme ce fut le cas pour l'ancien sergent B.

« Pas plus que le soleil, la mort ne peut se regarder en face », commente le professeur Lebigot. Cette réaction psychologique résulte d'une confrontation personnelle avec la réalité

de la mort, dans la surprise, l'impuissance et l'effroi. « Même les soldats les plus endurcis et surentraînés peuvent en souffrir, observe le docteur Patrick Devillières, chef du bureau médico-psychologique au Service de santé des armées (SSA). Et près de la moitié des hommes ayant été atteints physiquement sont susceptibles de développer cet état.

Véritables blessures, ces atteintes psychiques peuvent être très invalidantes, dans la vie professionnelle, familiale ou sociale. « Ceux qui en souffrent n'en parlent pas spontanément ou très peu, observe le professeur Jean-Philippe Rondier, psychiatre à l'hôpital d'instruction des armées Percy. Ce silence est lié à la nature même de ces troubles, qui entraînent un sentiment de solitude extrême et d'incommunicabilité de l'expérience traversée. En l'état actuel des connaissances, il n'existe aucune action de prévention. En revanche, différentes mesures peuvent être prises visant à atténuer et limiter dans le temps les conséquences de ces chocs. » ■■■



« Quand le corps est à l'abri, l'esprit se libère. Le syndrome apparaît le plus souvent après une période de latence. »

■■■ Le théâtre afghan a multiplié le nombre de cas diagnostiqués de troubles de ce genre, accompagnés ou non de blessures physiques. Pour répondre efficacement à ce phénomène, une directive de l'armée de Terre a pris en compte, en 2009, l'organisation du soutien dans ce domaine, avant l'engagement, sur la zone de combat, et au retour. Par ailleurs, le ministère de la Défense a lancé, en 2011, un plan d'action « relatif aux troubles psychiques post-traumatiques dans les armées », conduit par le SSA. « *Le bureau médico-psychologique, que je dirige actuellement, a été créé dans le cadre de ce plan d'action* », explique le médecin chef des services Devillières. *Ma mission consiste à coordonner et animer l'action clinique des différents acteurs, psychiatres et psychologues, du SSA, mais aussi des trois armées et de la gendarmerie, afin que nous puissions travailler en synergie et apporter une offre de soins à la fois immédiate et bien suivie dans le temps.* » Le service d'intervention médico-psychologique des armées s'est donné pour doctrine : « Précocité, proximité et permanence dans la continuité des soins ».

En opération, dès qu'un fait potentiellement choquant survient, les psychiatres du SSA et les psychologues des armées

syndrome apparaît le plus souvent après une phase de latence qui peut durer de quelques jours... à quelques années. »

Les symptômes se manifestent fréquemment à l'occasion d'un fait ayant un rapport direct ou indirect avec la situation à l'origine du traumatisme. Ils se traduisent par des cauchemars ou des reviviscences diurnes, des flash-backs, une angoisse importante, accompagnée ou non de troubles du comportement... Afin de dépister ces phénomènes, une visite systématique chez le médecin d'unité est organisée pour chaque soldat, tous grades confondus, dans les six mois qui suivent le retour d'opération. Au cours de cet entretien, un questionnaire médico-psychologique – la « déclaration au niveau épidémiologique des troubles psychiques en relation avec un événement traumatisant » – est rempli. Les renseignements obtenus permettront de déterminer si la personne présente les syndromes d'un ESPT. Une fois le diagnostic posé, des soins adéquats seront prodigués.

Le SSA organise un réseau de soins structuré autour de ses hôpitaux et établissements, et travaille en permanence à l'étendre à proximité des unités éloignées de ces structures, pour que les militaires bénéficient de consultations de psy-

chiatres et de psychologues, militaires ou civils, afin de garantir une proximité et un suivi dans la durée. Pour ce faire, le bureau médico-psychologique travaille, avec l'armée de Terre, à la mise en place d'un réseau de psychiatres réservistes. La blessure psychique est un sujet de

Séminaire stress post-traumatique dans les armées

Le 3 décembre, l'École du Val-de-Grâce accueillera le premier séminaire « Actualités sur le stress post-traumatique dans les armées ». De nombreux psychiatres et psychologues du Service de santé des armées, des trois armées, de la gendarmerie et du Secrétariat général pour l'administration interviendront pour partager leurs expériences sur ces blessures invisibles.

interviennent rapidement. La méthode de travail privilégiée est l'entretien psychologique collectif, animé par le psychiatre. Ce débriefing peut être complété par la suite par des entretiens individuels. Sur place, les psychiatres travaillent en étroite collaboration avec les médecins d'unité, mais aussi avec la Cellule d'intervention et de soutien psychologique de l'armée de Terre (Cispat) et les « officiers environnement humain ».

« *Nous intervenons également lors d'opérations intérieures. Cela a été le cas en juin, en Guyane, après l'embuscade meurtrière à Dorlin*, poursuit le médecin chef des services Devillières. *Une équipe du centre médical des armées de Guyane est immédiatement intervenue. Par ailleurs, nous avons dépêché de métropole un psychiatre du SSA ainsi que des psychologues de l'armée de Terre et de la gendarmerie. Notre mission est de mener un dépistage sur place, pour une prise en charge la plus efficace possible.* » Car plus les soins sont précoces, moins la personne risque de développer un ESPT.

Mais les troubles peuvent, par contre, intervenir en différé au retour de la mission. « *Quand le corps est à l'abri, l'esprit se libère*, remarque le docteur Devillières. *Le problème est que le*

moins en moins tabou et n'est plus connotée aussi négativement qu'auparavant. La reconnaissance de la douleur par l'institution est fondamentale pour entamer un travail de réparation. Cependant, certains n'osent pas venir consulter de crainte de perdre leur aptitude opérationnelle. « *Le problème est qu'en gardant en eux leur souffrance, ils mettent justement en jeu cette aptitude* poursuit le docteur Devillières. *Au bout d'un certain temps, elle va les rattraper. Ce que les gens admettent quand ils sont blessés physiquement, ils ne l'acceptent pas sur le plan psychique.* » C'est là tout le problème des blessures invisibles. Elles restent souvent incomprises, cachées, voire honteuses. Pourtant, depuis 1992, à l'instar des blessures physiques, les ESPT liés à un fait de service ouvrent droit à réparation.

Malgré leur gravité potentielle, ces troubles peuvent évoluer favorablement. « *L'importance donnée à la parole dans le travail psychothérapeutique, parfois allié à des traitements médicaux, aide à l'amélioration et à la guérison* », conclut le docteur Patrick Devillières.

■ **Carine Bobbera**

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

LE CSFM DIALOGUE AVE



PHOTOS : GHISLAIN MARIETTE/ECPAD



Le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a salué la qualité des travaux du CSFM.

C JEAN-YVES LE DRIAN

La séance plénière du 6 juillet, présidée par le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a été ouverte par un hommage rendu aux quinze militaires, des armées comme de la gendarmerie nationale, tués au combat ou morts en service commandé depuis la précédente session du CSFM, en décembre 2011. Dès son propos introductif, le ministre a souligné le rôle du CSFM au bénéfice de la communauté militaire en ces termes : « *C'est un des lieux les plus précieux de la concertation militaire et je voudrais vous dire [...] tout le prix que j'y attache et combien je suis déterminé à en renforcer le fonctionnement.* »

Le Conseil supérieur de la fonction militaire est un haut lieu de concertation. Lors de sa 87^e session, les travaux sur « la condition militaire en opération » ont abouti à des propositions présentées au ministre qui a souligné son attachement à l'institution et sa volonté de renforcer son fonctionnement.

La 87^e session du Conseil supérieur de la fonction militaire (CSFM), qui s'est déroulée du 3 au 6 juillet à Paris, a été marquée par plusieurs temps forts. La Direction des ressources humaines du ministère de la Défense (DRH-MD) a apporté ses réponses aux observations riches et fructueuses formulées par les conseils de la fonction militaire (CFM) sur les projets de textes inscrits à l'ordre du jour. Puis l'État-Major des armées a présenté ses observations sur les propositions formulées depuis la dernière session par les CFM d'armée. Afin de parfaire la formation de ses membres, le conseil a bénéficié d'une intervention particulièrement appréciée de représentants de la Direction générale de l'administration et de la fonction publique ainsi que de la Direction du budget qui ont expliqué le cheminement interministériel d'un texte. Enfin, le général de corps d'armée Philippe Got, chef de la mission de coordination de la réforme, a quant à lui fait l'état des lieux de la modernisation du ministère. Plusieurs réunions de travail ont été menées au cours desquelles les membres du CSFM ont poursuivi leurs travaux sur le thème d'étude annuel : « La condition militaire en opération ». Ils ont abouti à la formulation de propositions, présentées au ministre, concernant le suivi des blessés et des familles des décédés en opération ainsi que la reconnaissance des militaires. Par ailleurs, le conseil a rendu des avis sur huit projets de texte traitant, pour l'essentiel, des différents corps d'officiers exerçant des fonctions administratives et de soutien, des règles de gestion de la réserve et du statut des sous-officiers de la gendarmerie.

Après que l'avis du conseil lui a été rendu, Jean-Yves Le Drian a salué « *la qualité des travaux, leur précision et la tonalité générale* ».

Puis il a approuvé les propositions du CSFM et annoncé que les textes actuellement à l'étude au ministère seraient corrigés pour en tenir compte.

Sur le thème de la condition militaire en opération, le ministre a rappelé que « *la reconnaissance était une exigence permanente* » et relevé l'intérêt des propositions du conseil qu'il s'est engagé à étudier attentivement.

S'agissant des sujets d'actualité, Jean-Yves Le Drian a entendu les préoccupations de la communauté militaire relayées par ses représentants. Conscient du passé remarquable du ministère en matière de réformes, il a rappelé que, dans le très difficile contexte actuel, il lui paraissait indispensable de consentir, collectivement et de façon juste, les efforts susceptibles de dégager les économies dont le pays a besoin. Cependant, il a indiqué que la Défense ne saurait être une « variable d'ajustement » du budget de l'État et que ce qui lui serait demandé serait proportionnel aux efforts des autres ministères.

À propos du jour de carence, il a rappelé que la loi générale s'applique au ministère, tout en soulignant le fait que les militaires présentaient une spécificité en raison de l'organisation, du fonctionnement et des missions des forces armées.

Cette première rencontre avec le nouveau ministre est très encourageante aux dires des membres du Conseil. Leurs travaux reprendront le 18 octobre, en vue de préparer la 88^e session, du 10 au 14 décembre, toujours au profit de la condition des militaires. ■

31/08 VISITE DU CHEF DE L'ÉTAT À L'ESPACE DÉFENSE DE LA FOIRE DE CHÂLONS

Du 31 août au 10 septembre, l'armée de Terre a participé à la Foire de Châlons-en-Champagne, inaugurée par le président de la République. Le général Guibert, commandant la 1^{re} brigade mécanisée, a accueilli François Hollande ainsi que le

ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll, sur l'espace dédié à la Défense. Le 501^e régiment de chars de combat, le 40^e régiment d'artillerie et le 1^{er} régiment d'artillerie de marine ont présenté certains de leurs matériels comme le char Leclerc et le Caesar.



11/09 LE COMMANDEMENT DES FORCES AÉRIENNES S'INSTALLE À DIJON

Placé sous l'autorité du général de corps d'armée aérien Guillaume Gelée, le commandement des forces aériennes s'est établi à Dijon depuis la rentrée. Une prise d'armes, présidée par le ministre délégué aux Anciens Combattants, Kader Arif, a précédé l'inauguration du

bâtiment de commandement en présence d'autorités civiles et militaires. La cérémonie a été l'occasion de commémorer le souvenir du capitaine Georges Guynemer, parrain de la base aérienne 102 de Dijon et héros légendaire de l'armée de l'Air qui lui doit sa devise : « Faire face ».

13-14/09 JEAN-YVES LE DRIAN AU LIBAN ET EN JORDANIE

Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, a été reçu, lors d'un déplacement de deux jours, par le roi de Jordanie (*photo*) puis par le chef d'État libanais et s'est entretenu avec les membres de leurs gouvernements respectifs. La crise syrienne et ses implications régionales étaient

au cœur des discussions. Le ministre a également visité le détachement français de la Finul au Sud-Liban et s'est rendu au camp de Za'atari, en Jordanie, où les équipes médicales de l'opération Tamour prodiguent des soins aux réfugiés syriens de plus en plus nombreux.



13/09 DISCOURS INAUGURAL DU CEMA À L'ÉCOLE DE GUERRE

L'amiral Édouard Guillaud, chef d'État-Major des armées, a prononcé un discours inaugural lors de l'ouverture de la 20^e promotion de l'École de guerre. Il a salué les « 103 camarades des nations amies de la France » présents et a prodigué quelques conseils aux officiers stagiaires.

Il a également évoqué l'actualité géostratégique et les tendances qui se dessinent, tant au plan national qu'au niveau des grands équilibres régionaux. Il a conclu en rappelant à tous qu'ils préparaient, sur ces bancs, leur avenir mais surtout celui des armées.

AUDREY GUEGUEN/OCI/501^e RCC - E. LABARRE/ARMÉE DE L'AIR - ROLAND PELEGRINO/ECPAD - LIONNEL MONNIER/DEMS - PHILIPPE SOLAL/MARINE NATIONALE - ROLAND PELEGRINO/ECPAD - ARMÉE DE TERRE - RÉMI CONNAN/DICOD

18/09 LES MARINS-POMPIERS DE MARSEILLE REÇOIVENT L'AMIRAL ROGEL

Chef d'état-major de la Marine, l'amiral Bernard Rogel s'est rendu au bataillon des marins-pompiers de Marseille, à la rencontre de ces marins qui, bien qu'œuvrant dans un cadre spécifique, sont des marins « à part entière », partageant les mêmes valeurs et le même sens du service que leurs homologues embarqués. Accompagné du vice-amiral d'escadre

Tainguy, commandant en chef pour la Méditerranée, l'amiral Rogel a été reçu au sein de la caserne de Plombières, où il a félicité les hommes présents pour « leur engagement au service de leurs concitoyens ». Le bataillon des marins-pompiers de Marseille a mené quelque 111 000 interventions au cours de l'année 2011, ce qui représente plus de 300 sorties



07/09 DGA : LE MINISTRE DE LA DÉFENSE SE REND SUR LE SITE DE BRUZ

Jean-Yves Le Drian a visité le centre « Maîtrise de l'information » de la Direction générale de l'armement, situé à Bruz, en Bretagne. Ce centre de 1 000 personnes élabore les outils technologiques des domaines

de la protection de l'information, de la guerre électronique ainsi que des missiles tactiques et stratégiques. Le ministre a annoncé à cette occasion la création de 200 emplois dans cette entité d'ici à 2015.

18/09 L'ARMÉE DE TERRE ACCUEILLE DES DÉPUTÉS À CARPIAGNE

A l'invitation du général d'armée Bertrand Ract-Madoux, chef d'état-major de l'armée de Terre, des députés de la commission de la Défense de l'Assemblée nationale ont été accueillis au camp de Carpiagne pour une série de démonstrations dynamiques et une présentation des moyens terrestres. Formation, action humanitaire, opérations inté-

rieures et numérisation constituaient les principaux sujets de la présentation. Dix-sept élus présents, parmi lesquels neuf nouveaux membres de la commission, ont ainsi pu avoir une vision d'ensemble de l'engagement de l'armée de Terre, des moyens disponibles et des hommes qui la composent. Parmi les 69 membres, 41 ont été renouvelés en juin dernier.



09/09 DES MÉDAILLES AUX JEUX PARALYMPIQUES

Les Jeux paralympiques ont clos l'année olympique 2012. Dans la délégation française, trois sportifs du ministère, porteurs de handicap, se sont distingués. Cédric Fèvre-Chevalier, agent civil de la Défense au groupement de soutien de la base de défense de Chalon-sur-Saône, médaille d'or à la carabine à 10 mètres couché ; Stéphane Houdet, agent civil de

la Défense au Centre national des sports de la Défense, médaille d'argent de tennis fauteuil simple messieurs, et médaille de bronze de tennis fauteuil double messieurs ; Michaël Jeremiasz, agent civil de la Défense à l'Agence de reconversion de la Défense au pôle de Vincennes, médaille de bronze de tennis fauteuil double messieurs.

DOSSIER

INCONTOURNABLE



ES SIMULATEURS

Au cours des dernières décennies, la simulation s'est développée jusqu'à devenir un outil privilégié des armées. Si elle ne peut se substituer à l'exercice réel, elle fait désormais partie intégrante de la formation et de l'entraînement des forces. Une stratégie d'ensemble vise à faire de chaque simulateur la composante d'un vaste réseau interarmées. *Armées d'aujourd'hui* fait le point sur ce domaine en constante évolution.



Pourquoi utilise-t-on la simulation dans les armées ?

L'un des objectifs majeurs de la simulation opérationnelle est de rendre plus efficaces et moins coûteuses les activités des forces armées, c'est-à-dire de les rationaliser autant qu'il est possible. La simulation s'applique aux domaines de l'apprentissage, de l'entraînement, de l'appui aux opérations (planification, conduite et analyse) et de la préparation de l'avenir. Elle intervient également dans le cadre de l'aide à l'acquisition de nouveaux équipements. Les outils

des entraînements de haut niveau aux scénarios complexes, qu'il serait coûteux, dangereux, voire impossible, de mettre en œuvre en réalité. Il est ainsi envisageable de pousser virtuellement certains scénarios aux extrêmes sans risque pour les vies humaines et avec des budgets maîtrisés. Enfin, il est de plus en plus compliqué de conduire des manœuvres grandeur nature et si la simulation permet de réduire l'emploi des matériels réels, elle préserve aussi l'environnement pour lequel les contraintes réglementaires sont toujours plus prégnantes.

Le simulateur, un outil m

de simulation sont élaborés à partir de l'expression du besoin des armées, des possibilités offertes par la technologie et des contraintes financières. Le projet est alors formalisé et structuré. La maîtrise d'ouvrage en est assurée par la Direction générale de l'armement (DGA), la maîtrise d'œuvre par les industriels du domaine, voire par la DGA elle-même.

Quels avantages offre-t-elle ?

La simulation permet l'évaluation d'exercices divers, des plus simples aux plus complexes, en particulier avec l'analyse possible du « rejeu » des événements par les formateurs et les participants et une valorisation du retour d'expérience. Par ailleurs, elle offre la possibilité de conduire

Dans un contexte marqué par d'importantes contraintes budgétaires et une complexification croissante des opérations, la simulation peut apporter des réponses dans nombre de cas.

La simulation ne peut cependant pas remplacer le terrain...

La guerre reste et restera une affaire d'hommes et certains facteurs comme le stress ne sont pas transposables dans le monde virtuel. Modéliser l'ensemble des réactions possibles d'un combattant, d'un groupe ou d'un échelon de commandement en situation n'est guère envisageable en l'état de la technologie et seule, jusqu'à ce jour, l'intelligence humaine permet de s'adapter aux situations impré-

vues des opérations, même si la simulation peut apporter une connaissance préalable des difficultés auxquelles il faut s'attendre, ainsi qu'une aide à la décision. En définitive, la simulation opérationnelle s'inscrit en complément de l'expérience accumulée en environnement réel par une mise en condition plus poussée en milieu virtuel. En outre, elle contribue à donner confiance au combattant en mission réelle. Il pourra reconnaître des situations auxquelles il a déjà fait face virtuellement en phase de préparation, le rendant ainsi plus rapide et plus pertinent dans

ultitâche

ses décisions et ses actions, c'est-à-dire en concourant à la supériorité recherchée.

Cet outil est-il devenu indispensable ?

Oui. Il n'est plus possible de concevoir les équipements, l'entraînement ou les opérations sans volet simulation, dont la plus-value ne fait plus débat. Aujourd'hui, ces outils sont systématiquement pris en considération dès la conception d'un nouveau matériel ou d'une opération, prenant en compte son coût objectif et les bénéfices opérationnels attendus.

Comment préparez-vous l'avenir ?

À l'échelon interarmées, il n'existe pas de « plan simulation » à proprement parler, mais, depuis deux ans, un schéma direc-

teur a été défini, permettant d'articuler les développements et les avancées. En effet, les potentialités techniques sont immenses, les développements nombreux et l'on découvre sans cesse de nouveaux domaines à explorer. Ainsi, les projets sont désormais coordonnés par un comité de la simulation propre à chaque armée, suivi d'une coordination interarmées au sein de l'EMA, visant à rationaliser et mutualiser autant que possible les investissements. La pleine efficacité de la démarche reste cependant tributaire d'une acculturation en cours des usagers vis-à-vis de la simulation.

Par ailleurs, le concept de « simulation distribuée » donne lieu à des réalisations techniques et opérationnelles de plus en plus sophistiquées. Il vise à rendre interopérable divers simulateurs d'entraînement, notamment pour la « virtualisation » d'opérations interarmées. Ainsi, des militaires utilisant des procédures différentes, éloignés géographiquement, pourront conduire des exercices en réseau sans être déployés sur le terrain. Cette « interarmisation » de la simulation opérationnelle sera notamment facilitée par le développement en cours du système interarmées Ellipse (Expertise et logiciel pour les liens d'interopérabilité permanents des simulateurs et de leur environnement).

Enfin, la simulation croisée avec nos alliés fait également partie des priorités de l'EMA. Les derniers conflits l'ont encore montré : les opérations sont et seront de plus en plus menées en coalition internationale. Il est donc primordial d'apprendre à connaître nos alliés et à travailler ensemble, notamment par le biais de la simulation distribuée. ■

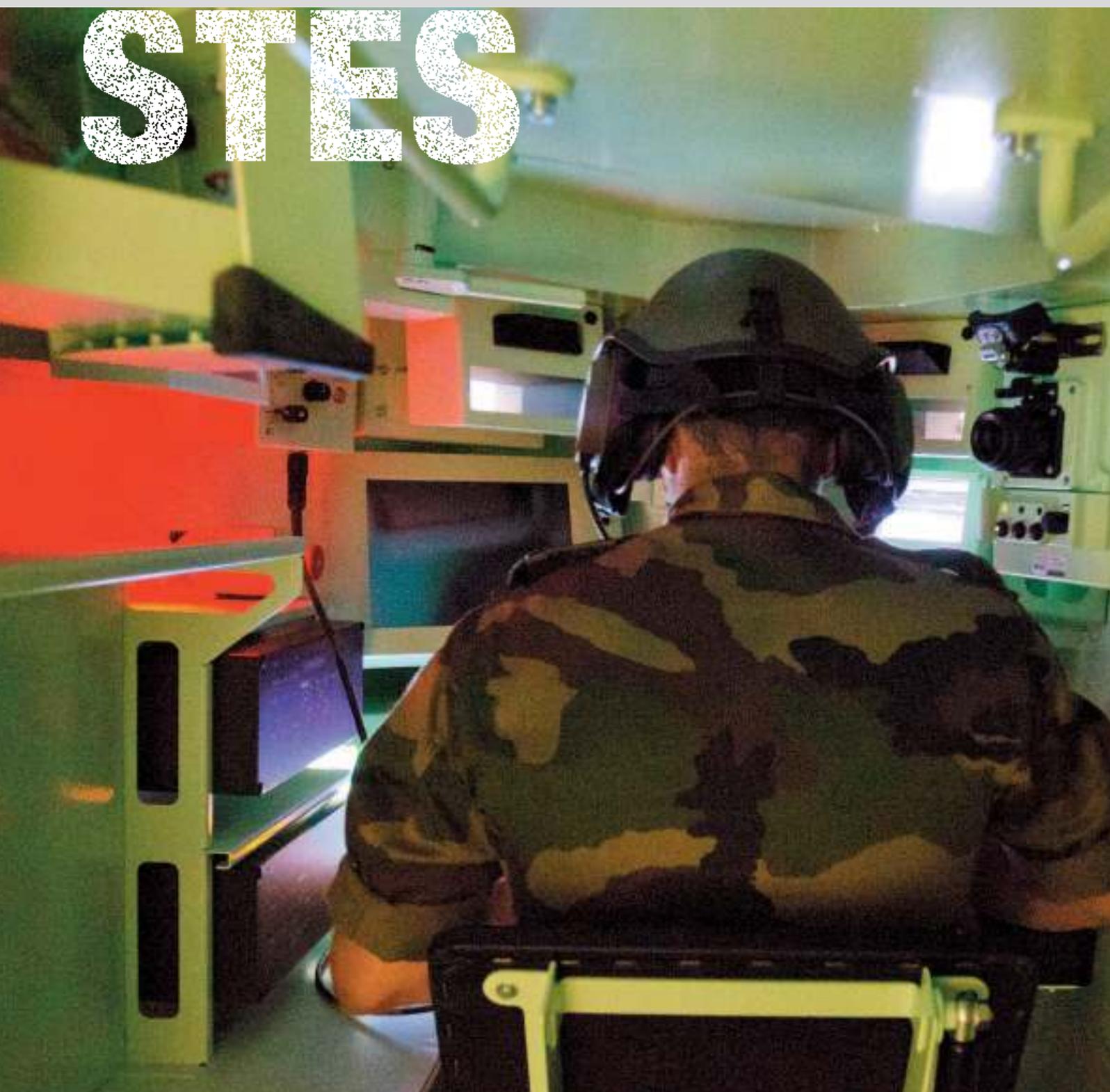
EMA



Colonel
Jean-Paul Andréoli,
officier
de cohérence
opérationnelle
à l'État-Major des
armées (EMA)

Être à la pointe du tir

STES





JEAN-JACQUES CHATARD/DICOD

Plongé dans l'obscurité de l'habitacle d'un VBCI (véhicule blindé de combat d'infanterie), le regard glissant d'un épiscopes à l'autre, le tireur ne lâche pas son joystick. Soudain, une détonation retentit. Il vient de tirer un obus de 25 mm. Quelques minutes plus tard, l'homme s'extirpe péniblement de sa tourelle. Bien loin des terrains de manœuvre, il réapparaît dans une salle climatisée du 1^{er} régiment de tirailleurs d'Épinal. Grâce au simulateur de tir d'équipage et de section (Stes), chefs de bord tactique et CTVI (chargeur tireur véhicule d'infanterie) peuvent s'entraîner sans compter, selon leurs besoins. Ils ont à leur disposition quatre cabines qui reproduisent fidèlement l'équipement de ces deux postes. Épiscopes, lunette ou encore moniteur de tir, tout y est...sauf peut-être les secousses du véhicule.

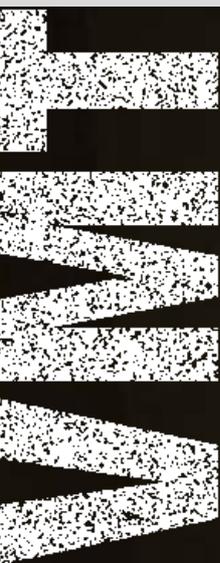
Ponts, routes, aéroports... les paysages et les infrastructures défilent au rythme de l'avancée du véhicule. Le décor, aussi vrai que nature, a été réalisé grâce à une cartographie élaborée à partir d'images satellites. Il reproduit quasi à l'identique quatre zones géographiques : l'Europe centrale, le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Afghanistan.

Avant d'utiliser pour la première fois ce système, les soldats ont dû suivre trois semaines de formation à Canjuers. « Avec le simulateur, on se remémore les gestes réflexes », résume l'adjudant Grard, instructeur. Effectuées en binôme ou en section, ces séances sont indispensables pour maintenir le savoir-faire, car les tirs réels n'ont lieu généralement qu'une fois par an. « Certains perdent en sensibilité, notamment au niveau du palonnier (joystick). » C'est aussi l'occasion pour ces soldats de se perfectionner. « Je peux modifier leur environnement virtuel et m'adapter à leur niveau en variant les difficultés. J'ai même la capacité de concevoir mon propre scénario en utilisant le banc de création d'exercice », ajoute l'instructeur. En cours de séance, l'homme intervient très peu. En revanche, il effectue un debriefing détaillé, puisqu'il a pu voir et entendre tout ce qui se passait à l'intérieur de la cabine. « Je regarde sur quel bouton le tireur va appuyer, quelle munition il va utiliser et je revois ensuite, avec lui, ce qui n'allait pas. » Dix exemplaires du Stes sont actuellement utilisés dans les forces. ■

Samantha Lille

Nom : simulateur de tir d'équipage et de section
Signe particulier : présente 200 scénarios de combat terrestre

NH90, la maintenance



de demain



BRUNO BIASUTTO/DICOD

Le mécanicien, les mains plongées dans le cambouis, c'est fini... ou presque.

Au Centre de formation interarmées NH90 (CFIA NH90) du Cannet-des-Maures (Var), les futurs maintenanciers seront formés en partie sur ordinateur. Qu'ils soient issus de l'armée de Terre ou de la Marine, l'ensemble des mécaniciens qui œuvreront sur l'hélicoptère Caïman s'entraîneront sur le *Virtual Maintenance Trainer* (VMT), développé en coopération avec la Norvège et les Pays-Bas. Livré au CFIA il y a un an, ce simulateur européen de formation, qui devrait équiper 4 salles avec 12 postes, est encore en phase de validation.

En attendant les premiers élèves, ce sont les futurs formateurs qui s'entraînent. « *Aujourd'hui, nous travaillons sur un prototype du VMT qui devrait être validé fin 2012. La programmation est complexe car toutes les versions du NH90 sont intégrées dans le logiciel* », précise le capitaine Lecoq, chef de la division formation des techniciens NH90.

Après quelques cours théoriques, les élèves découvriront le VMT : 4 écrans d'ordinateur qui permettent aux mécaniciens de se déplacer à l'extérieur comme à l'intérieur du cockpit sans jamais perdre de vue la documentation. Pour chaque opération, ils suivent la procédure – en anglais – pas à pas, se saisissant tantôt d'un tournevis, tantôt d'un treuil en un clic.

Grâce à ce système, le formateur peut guider individuellement chaque stagiaire. « *Je peux entrer dans la session d'un élève à partir de mon poste et dialoguer avec lui sans perturber les autres* », explique l'adjudant-chef Batt, chef de la brigade avionique. À la suite de son passage sur simulateur, l'élève doit être capable d'effectuer des tests, de diagnostiquer les pannes et de les localiser. Les mécaniciens ne seront pas les seuls à utiliser cet outil pédagogique : documentalistes, officiers mécaniciens et équipage bénéficieront également d'une initiation.

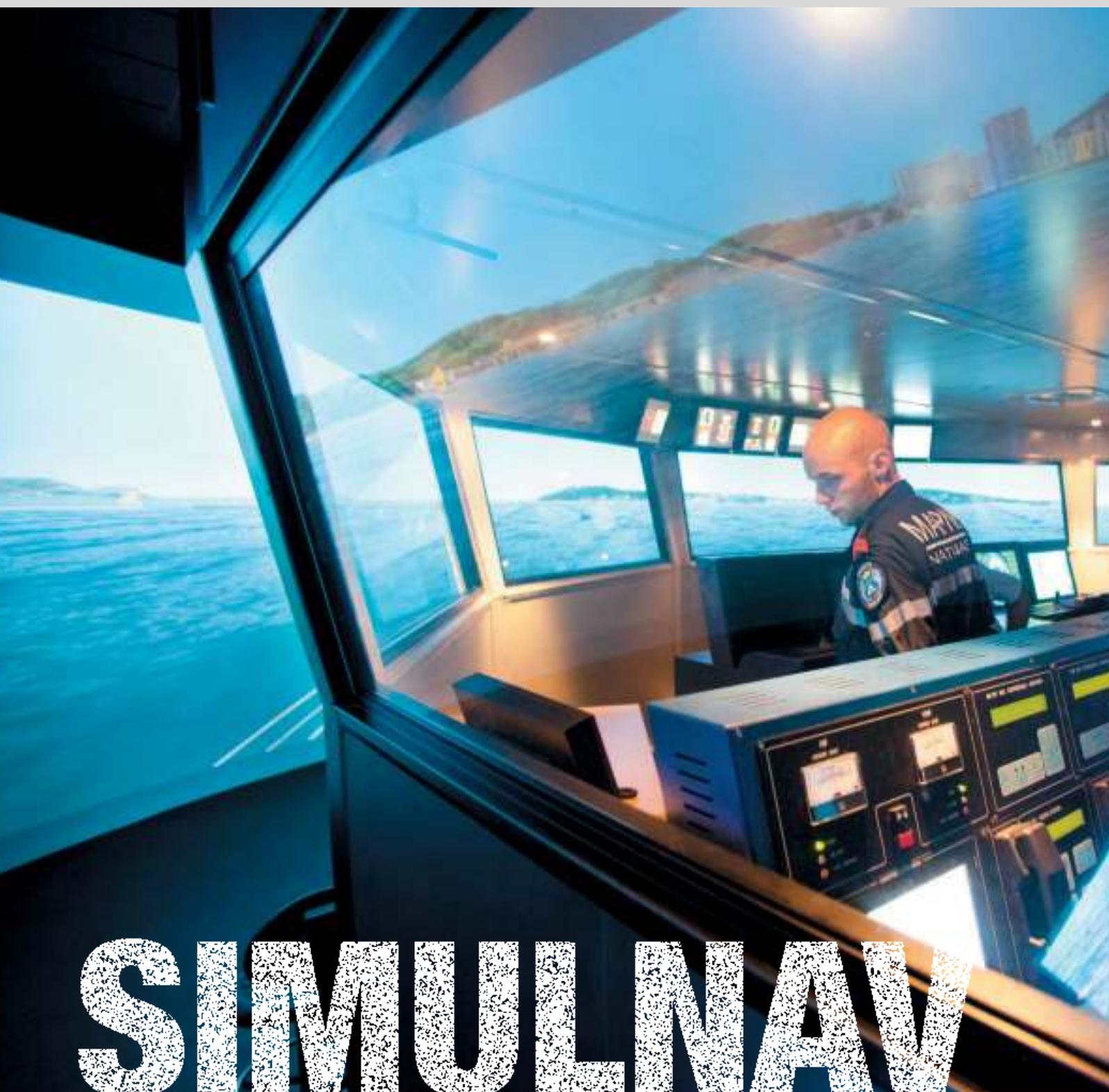
« *Dès que l'on arrive sur le véritable appareil, on sait tout de suite où diriger ses mains. On est moins stressé à l'idée de faire une manipulation qui pourrait endommager l'hélicoptère, analyse l'adjudant Marceau. Ce qui peut surprendre, par contre, c'est le poids réel d'une pièce.* »

Les premiers stagiaires arriveront en mai 2013. Près de 200 mécaniciens (120 pour l'armée de Terre et 80 pour la Marine) devraient être formés chaque année. ■

Samantha Lille

Nom : *Virtual Maintenance Trainer*
Signe particulier : propose 3 000 opérations de maintenance

Préparer les manœuvres



SIMULNAV

es en mer



RÉMI CONNAN/DICOD

« *C'est un jeu électronique de 50 ordinateurs en réseau, l'écran panoramique fait 15 mètres de diamètre sur 5 mètres de haut et couvre presque tout l'horizon* », énumère le capitaine de frégate Charles Lorieux, chef de la section nautique à la division entraînement de la Force d'action navale de Toulon. Simulnav, le simulateur de navigation et de manœuvre au sein de la base navale de Toulon permet, depuis le printemps, d'entraîner les équipes passerelle : chefs de quart, adjoints de quart et barreurs supervisés par leur commandant.

L'appareil peut modéliser une quinzaine de bateaux : porte-avions, bâtiments de projection et de commandement, frégates multimissions ou chasseurs de mines. « *Les consoles et les meubles de la passerelle sont identiques quel que soit le bâtiment modélisé*, poursuit le capitaine de frégate Lorieux. *En revanche, les paramètres varient à l'écran : les réactions du bateau en fonction de son tonnage, la façon dont il bouge en mer et la hauteur de l'œil du navigateur.* »

Le simulateur, sous contrôle de deux entraîneurs, peut représenter les côtes françaises de Cherbourg à Lorient et de Fos-sur-mer à Cannes ainsi qu'une dizaine de ports parmi lesquels Brest, Toulon, Cherbourg et Lorient. Objectif : entretenir le savoir-faire et le sens marin des navigateurs, mais aussi travailler la synergie et la coopération entre les différents acteurs à la passerelle.

« *L'avantage est de pouvoir s'entraîner à des navigations délicates en faisant l'économie d'une journée de mer*, précise le capitaine de vaisseau Luc Raynal, commandant la frégate anti-sous-marine *Dupleix*, venu superviser le travail de son équipe passerelle. *Ce simulateur permet de maîtriser l'environnement nautique d'un endroit précis. Aujourd'hui, nous travaillons une manœuvre d'appareillage dans le port de Toulon. Ainsi les équipes apprennent à travailler ensemble avant même le premier appareillage.* »

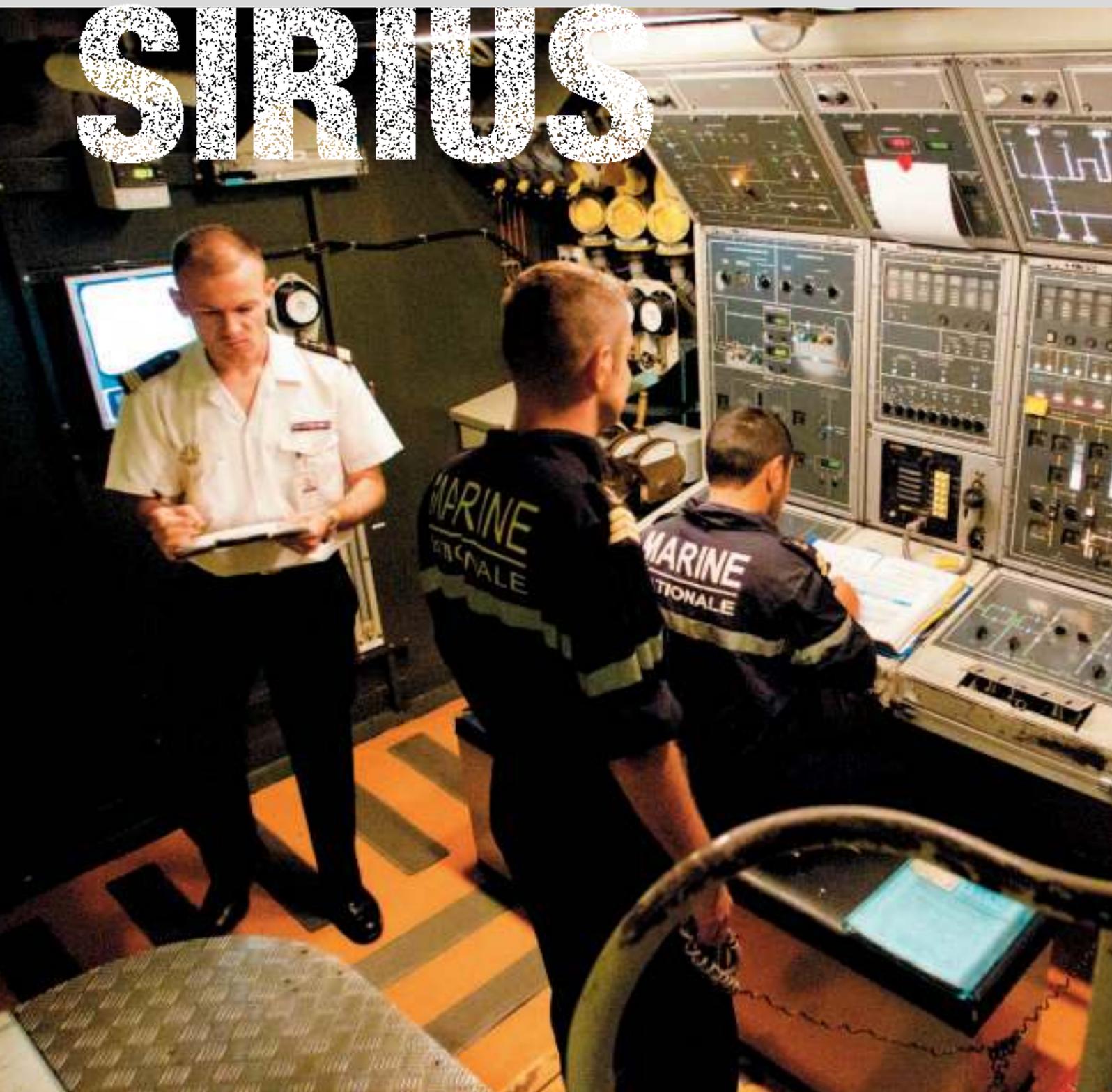
« *Chaque séance dure deux heures et est suivie d'un debriefing*, ajoute le capitaine de frégate Lorieux. *La fréquence et la durée des séances ne sont pas encore stabilisées puisque le programme est encore en développement. Nous attendons les premiers retours et adapterons le fonctionnement du simulateur à l'activité des bâtiments en mer, à quai ou en entretien.* » Trois passerelles identiques sont en service depuis deux ans à l'École navale et une passerelle supplémentaire équipe l'antenne brestoise de la Force d'action navale. ■

Éléonore Krempff

Nom : Simulnav
Signe particulier : peut modéliser l'ensemble des bâtiments en service dans la Marine

Être prêt aux actions d

SIRIUS



'urgence



JEAN-JACQUES CHATARD/DICOD

Un signal sonore retentit et l'officier de quart réagit aussitôt : «Assiette max !» Les hommes sous son commandement s'exécutent et la plate-forme s'incline rapidement. Ces membres d'équipage d'un sous-marin nucléaire d'attaque (SNA) sont en phase d'entraînement à l'École de navigation sous-marine et des bâtiments à propulsion nucléaire (ENSM/BPN) de Toulon. Avant de partir en mer, ils prennent les commandes de la plate-forme de simulation Sirius, une reconstitution grandeur nature de la cellule de pilotage et de conduite des installations de sécurité-plongée d'un SNA. Officier de quart, maître de centrale, mécanicien et barreur, tous les intervenants du central sécurité-plongée sur SNA sont formés à leur métier sur ce simulateur. «*Ils sont ensuite évalués sur Sirius, tous les 6 à 8 mois, tout au long de leur carrière*», précise le capitaine de corvette Gregory Buzogany, officier entraîneur à l'Escadrille des sous-marins nucléaires d'attaque (Esna). Au cours de chaque séance de deux heures, les difficultés vont croissant. Installés devant des pupitres instructeurs face à la plate-forme, les entraîneurs intègrent des avaries – voies d'eau, incendie, problème électrique, avarie de barre ou de ventilation – selon un scénario bien établi.

Sirius reproduit physiquement l'attitude et les mouvements de plate-forme du SNA, permettant ainsi l'entraînement et la formation des sous-marinières au plus près des conditions réelles. «*On joue sur la lumière, sur l'ambiance sonore avec de l'eau qui coule ou de la chasse d'air comprimé*, ajoute le capitaine de corvette Buzogany. *En phase théorique, on apprend les actions d'urgence par cœur, mais on ne peut pas appréhender les contraintes in situ. Dans une ambiance très bruyante par exemple, les ordres ont du mal à passer, ce qui incitera le chef de quart à parler plus fort ou à adapter sa manière de communiquer avec l'équipe qu'il dirige. Le simulateur permet de coller davantage à ces réalités.*»

L'ENSM/BPN dispense les cours théoriques et pratiques pour former les élèves sous-marinières et met le simulateur à disposition de la division entraînement de l'Escadrille des sous-marins nucléaires d'attaque pour qualifier et entraîner les équipages. En 2015, six nouveaux simulateurs, dont une plate-forme mobile et fixe, seront implantés à l'ENSM/BPN pour préparer l'entraînement et la qualification des équipages des futurs sous-marins nucléaires d'attaque de type Barracuda. ■

Éléonore Krempff

Nom : plate-forme de simulation Sirius
Signe particulier : reproduit les mouvements en mer d'une plate-forme de sous-marin nucléaire d'attaque

Répondre à toutes les



missions



SÉBASTIEN LAFARGUE/ECPAD

Sur la piste de la base aéronavale, un pilote de Rafale met les gaz. À quelques centaines de mètres de là, un jeune officier pénètre dans une grande salle silencieuse. Le premier a déjà plusieurs centaines d'heures de vol à son actif, le second va vivre son premier rendez-vous avec son avion : un tête-à-tête qui a lieu au centre de simulation Rafale de la Marine.

Le débutant s'installe dans le cockpit. Une fois la verrière abaissée, l'habitacle doté des équipements réels du Rafale avance sur un rail jusqu'à atteindre le Safir, le système d'affichage d'images rétroprojetées. Face à lui, huit panneaux assemblés tels une pierre précieuse taillée reproduisent le champ de vision à 330° autour de la cabine permettant même l'utilisation de jumelles de vision nocturne. En contact radio avec son instructeur, il découvre les fonctionnalités de l'aéronef. La copie est quasi parfaite. « *Sauf qu'ici, après 1 h30 de concentration, on ne ressent pas la fatigue physique !* », commente un instructeur.

Demain, un leader de patrouille prendra la place du débutant. « *De la formation initiale à l'entraînement tactique avancé, nous nous adaptons au niveau de chacun* », précise le lieutenant de vaisseau Trussart, responsable du centre. Deux cabines fonctionnant en réseau sont mises à disposition des pilotes de l'aéronavale. Ennemis ou alliés, en solo ou en patrouille, les possibilités d'entraînement sont très variées tout comme les missions programmées : du catapultage au ravitaillement en vol en passant par le combat aérien.

Mais les possibilités d'entraînement en réseau ne vont pas s'arrêter là : le centre de Landivisiau de la Marine, inauguré en 2008, pourra bientôt interagir avec celui de l'armée de l'Air, basé à Saint-Dizier. Ce dernier possède quatre cabines de simulation identiques. Et quand les équipements de l'un sont en maintenance, l'autre prend le relais : les deux centres peuvent reproduire indifféremment les versions Marine, Air et biplace du Rafale. Au fil des avancées de l'avion, ils évoluent aussi. En Bretagne, le simulateur vient notamment d'être mis au standard omnirôle. Une modernisation qui permet aux pilotes de réaliser des vols virtuels plus complexes : mission de reconnaissance avec la nacelle Reco-NG ou appui aérien avec le pod de désignation laser Damoclès. ■

Samantha Lille

Nom : simulateur Rafale
Signe particulier : fonctionne avec 160 PC en réseau

Tenir le choc des accélé



CENTRIFUGE

érations



JEAN-JACQUES CHATARD/DICOD

Un pilote de chasse en combinaison de vol et pantalon anti-G sort de sa machine. Il est couvert de sueur et perclus de douleurs musculaires. Son « vol » aura duré moins de 45 minutes. Avant d'embarquer, l'homme a subi un rapide contrôle médical et une technicienne en blouse blanche lui a placé des électrodes sur le corps. Il a ensuite été sanglé dans la nacelle de la centrifugeuse humaine.

Durant toute la durée de la séance, le pilote est observé attentivement. Dans la salle de commandes attenante, la technicienne a rejoint cinq autres spécialistes dont un médecin. Tous assistent à la séance. Les écrans de surveillance leur permettent de surveiller l'état du champ visuel du pilote et son électrocardiogramme. Car, plongé dans le noir, celui-ci va subir plusieurs changements de vitesse allant jusqu'à 9 G, soit neuf fois le poids de son corps.

Pour ce simulateur d'accélération unique en France, installé à l'Institut de recherche biomédicale des armées (Irba) en 1999, il a fallu construire un bâtiment spécial pourvu d'une enceinte circulaire de 25 mètres de diamètre et un sas d'entrée permettant l'intervention rapide des secours en cas de nécessité. Dès le premier regard, la centrifugeuse humaine en impose. Avec son bras métallique de 8 mètres de long, son axe vertical à l'extrémité duquel est montée la nacelle en balancier, elle pèse un peu plus de 54 tonnes. L'ensemble atteignant une puissance de 3,6 mégawatts.

Les performances des avions de combat modernes permettent d'atteindre des niveaux d'accélération très élevés. Ceux-ci engendrent des variations importantes de la pression sanguine pouvant entraîner une altération de la vision et conduire à la perte de conscience du pilote. Pour améliorer leur résistance à ces fortes accélérations, les élèves pilotes de l'armée de l'Air et de l'aéronavale se mesurent à la centrifugeuse durant une journée au cours de leur formation. Elle est aussi un passage obligé pour les pilotes de présentation de l'armée de l'Air. « Ils peuvent mettre en pratique, dans des conditions réelles, des exercices de contraction musculaire et de respiration que nous leur enseignons, en toute sécurité », explique le médecin en chef Otmane Telba de l'unité Contraintes humaines opérationnelles. La centrifugeuse humaine est aussi un outil indispensable pour la recherche médicale puisqu'elle permet d'étudier les effets de l'accélération sur le corps humain et de développer de nouveaux systèmes (protection anti-G, commande vocale, son 3D...).

■
Samantha Lille

USE

Nom : la centrifugeuse humaine pour la recherche, les essais et la formation des pilotes de chasse
Signe particulier : la structure peut atteindre 30 G

Travail en réseau, d'inf

«

A

ujourd'hui, presque tous les équipements sont livrés aux forces avec un simulateur»,

explique Éric Warin-ghem, directeur du

Centre d'analyse technico-opérationnelle de défense (Catod) de la Direction générale de l'armement (DGA). Les avantages des simulateurs sont multiples et bien connus. La simulation permet en effet de s'entraî-

maintenant de manière courante des simulations sur un théâtre d'opération finement reproduit, avec des acteurs qui peuvent être répartis sur plusieurs sites et qui conduisent pourtant une manœuvre d'ensemble. Ainsi, à Istres, lorsque le pilote de l'hélicoptère Tigre observe son écran, il voit l'image d'une situation tactique au sol créée par d'autres «joueurs» qui s'entraînent simultanément à Bourges ou Draguignan. «Techniquement, cette mise en réseau est possible partout. On le fait en France,



Gain de temps, d'argent et de sécurité, les simulateurs permettent avant tout la formation et la préparation du personnel aux opérations interarmées.

ner à moindre coût, en toute sécurité et en offrant un gain de temps par rapport à l'organisation qu'exige un exercice réel. «On le conçoit très bien pour l'entraînement individuel ou à l'inverse pour les grands exercices de PC, mais c'est tout aussi vrai pour l'entraînement collectif tactique, ce qui est un peu nouveau.»

À la demande de l'EMA comme de la DGA, le Catod multiplie les expérimentations, à l'aide du réseau spécialisé EXAC-C3R et avec l'ensemble des partenaires de ce réseau. C'est ainsi que les simulateurs Rafale de l'armée de l'Air à Saint-Dizier et de la Marine nationale à Landivisiau ont pu être reliés.

Dans un tout autre domaine, on conduit

mais on utilise aussi les réseaux Otan, pour des exercices internationaux. On pourrait même relier les théâtres d'opérations extérieures en phase de basse intensité pour poursuivre l'entraînement des troupes.» Différents pays européens travaillent sur ces dossiers, talonnant ainsi les forces armées américaines dans ce domaine.

Avec la professionnalisation et la modernisation des armées, la simulation est devenue une nécessité. Disposer de la capacité à former le personnel et à conduire des préparations opérationnelles lourdes en améliorant la rentabilité et l'efficacité est indispensable. Plusieurs années

inies possibilités

seront encore nécessaires pour mettre en réseau les simulateurs qui le peuvent et sans doute remplacer les autres ; il faudra aussi former les personnels des forces armées, leur laisser le temps de s'approprier ces nouvelles technologies et ces nouveaux types d'exercices, pour accéder à une capacité d'action enrichie. « C'est l'un des atouts majeurs à long terme de la mise en réseau : on peut par exemple organiser des exercices réunissant un équipage de Tigre, un autre de Rafale et des troupes au sol ; mais aussi,



pourquoi pas, un bâtiment de la Marine, grâce à la simulation distribuée... Le tout permettant une cohérence d'ensemble, alors que chacun reste dans son milieu, son environnement et applique, bien sûr, ses propres procédures. »

Toutes ces avancées sont indispensables pour que l'armée française conserve une place privilégiée et reconnue sur la scène internationale. Néanmoins, à l'heure de la multiplication des réseaux et d'Internet, la sécurité reste le premier mot d'ordre. « Attention toutefois : faire transiter une masse d'informations entre plusieurs simulateurs exige, outre une technologie extrêmement poussée, des systèmes de sécurité informa-

tique particulièrement sûrs. » C'est le défi que relèvent aujourd'hui la DGA et la Direction interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'information de la défense (Dirisi) qui déploie le réseau sécurisé nécessaire.

Équilibrer le terrain et les simulations

Outre les câblages sécurisés et tous les moyens techniques mis en place par la Dirisi, c'est dans la mise en œuvre de cette interopérabilité que la prudence est de mise. « Avant tout, il faut rappeler que ces progrès techniques ne remplaceront pas les entraînements : par exemple, un groupement tactique interarmes qui se forme pourra commencer à s'exercer avec des simulateurs en réseau, mais il faudra bien évidemment que les différentes unités se rendent sur le terrain ensuite ! La simulation ne suffit pas. C'est tout un nouvel équilibre, différent selon les unités, leur fonction et leurs besoins, qu'il faut trouver », insiste Éric Waringhem.

Alors que les solutions techniques progressent rapidement, il importe que les états-majors précisent la place de la simulation distribuée dans leurs politiques de formation et d'entraînement. Selon l'adage, l'union fait la force : face à l'évolution des conflits et des interventions militaires, à la complexité croissante des opérations et à la distance géographique des unités entre elles, les armées peuvent aujourd'hui s'approprier ces moyens technologiques poussés et ainsi développer une nécessaire cohérence interarmées.

Domitille Bertrand



« On peut organiser des exercices réunissant un équipage de Tigre, un autre de Rafale et des troupes au sol grâce à la simulation distribuée. »

Contribuer à la sécurité



é nucléaire



JEAN-JACQUES CHATAIRD/DICOD

Ils sont une petite centaine à passer chaque année sur Simpan, le simulateur porte-avions nucléaire de l'École de navigation sous-marine et des bâtiments à propulsion nucléaire (ENSM-BPN) implantée à Toulon.

Cette plate-forme, mise en œuvre en 2001, reconstitue le poste de conduite arrière des chaufferies nucléaires du *Charles-de-Gaulle*. Elle permet la formation, l'entraînement et la qualification de l'ensemble des personnels mettant en œuvre l'énergie nucléaire sur le bâtiment.

« Notre école, intégrée au sein de la filière formation nucléaire, agit en aval de l'École des applications militaires de l'énergie atomique (EAMEA) de Cherbourg, explique le capitaine de frégate Pascal Ibarlucia, directeur de l'ENSM-BPN. Dans ce cadre, elle forme et entraîne les équipages des sous-marins nucléaires d'attaque, mais également les personnels atomiciens du porte-avions. » Le volet formation et le maintien opérationnel du Simpan sont sous la responsabilité de l'ENSM-BPN. Une fois formés à l'ENSM, les atomiciens viennent chaque année sur le simulateur pour repasser leur qualification, cette phase est supervisée par la division entraînement d'Alfan, la force d'action navale à Toulon.

Sur le simulateur, comme à bord, un ingénieur de quart supervise les trois opérateurs atomiciens postés devant leur pupitres respectifs : « réacteurs », « machines » et « usine électrique ». « Ils apprennent à conduire le bâtiment en mer ou à quai, en situation normale, lors d'un incident ou d'un accident, et à gérer des situations complexes en s'appuyant sur la documentation de conduite et d'exploitation, précise le maître Benjamin Rosa, instructeur machines. Simpan participe ainsi pleinement au principe de sécurité nucléaire. Sans cet outil, nous ne pourrions tout simplement pas mettre en œuvre le porte-avions. » ■

Éléonore Krempff

Nom : Simulateur porte-avions nucléaire (Simpan)
Signe particulier : il est incontournable pour la mise en œuvre des chaufferies nucléaires du porte-avions *Charles-de-Gaulle*

La Marche des quatre jours de Nimègue, épreuve d'endurance de l'infanterie hollandaise en 1908, devient après la Seconde Guerre mondiale un hommage aux Alliés tombés en 1944. C'est aujourd'hui l'occasion pour des militaires et des sportifs de parcourir fraternellement ses 160 kilomètres.

SUR LES CHEMINS DE LA MÉMOIRE



Lors de la marche qui a lieu tous les ans en juillet, les militaires volontaires, issus de 40 nations, parcourent quotidiennement une quarantaine de kilomètres.



SÉBASTIEN CABRIOL

La route de Nimègue est un interminable ruban d'asphalte qui vient à bout des souliers comme des esprits les plus pugnaces. En cette fraîche matinée, un cortège hétéroclite de 45 000 marcheurs serpente à travers champs. Dans la foule compacte, des sportifs confirmés, des néophytes, des jeunes, des moins jeunes. Et, par colonnes constituées, des militaires, le sac à dos de 10 kilos solidement sanglé.

Comme tout challenge sportif, La Marche des quatre jours de Nimègue a ses règles. Organisé le troisième mardi de juillet, ce rendez-vous annuel profite du ciel tantôt laiteux tantôt pluvieux des Pays-Bas. Créée en 1908, cette marche militaire est la plus ancienne, la plus longue – 160 kilomètres effectués en étoile autour de la ville – et la plus fédératrice puisqu'elle rassemble 5 200 uniformes de différentes nationalités. Alors, tout naturelle-

ment, l'événement a trouvé sa place au *Guinness des records*. Y participent des formations prestigieuses comme la garde royale du Danemark ou les cadets britanniques de la Royal Air Force qui en ont fait une épreuve incontournable de leur formation militaire. Tradition oblige, les unités d'élite néerlandaises avalent les kilomètres avec leur armement. Mais ce n'est pas la performance sportive qui unit les volontaires. À l'origine entraînement de l'in-

fanterie néerlandaise avant son départ pour les colonies, la marche est devenue, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, un hommage collectif aux sacrifices des Alliés lors de la bataille d'Arnhem, en septembre 1944. Un épisode relaté dans le film *Un pont trop loin* qui a popularisé l'audace du général Montgomery au lendemain du débarquement de Normandie. Pour les forces alliées, la guerre doit prendre fin au plus vite. ■■■

■ ■ ■ Afin de surprendre l'ennemi, de libérer les Pays-Bas et de précipiter la chute d'Hitler, la plus importante opération aéroportée jamais organisée à ce jour est montée. Nom de code : *Market Garden*. De nombreuses unités sautent derrière les lignes allemandes avec pour mission de prendre les ponts dans le secteur des villes d'Eindhoven, Nimègue et Arnhem. Mais sur les 10 000 parachutistes engagés dans la bataille, seuls 600 réussiront à atteindre le pont de la dernière ville, situé à une trop grande distance. Après quatre jours de résistance acharnée, les Alliés renonceront à maintenir leur position sur ce site. La Marche des quatre jours sur les lieux mêmes des combats prévoit l'hommage de chaque équipe nationale au cimetière de Oosterbeek, au 110^e kilomètre du parcours, là où reposent les soldats américains, britanniques et polonais morts au cours de l'opération. À cette commémoration, le détachement français associe également le souvenir des parachutistes à la croix de Lorraine qui ont contribué à la libération de la Hollande. Jean Sriber, décédé en septembre 2012, était l'un d'eux. Membre des SAS, les premières forces spéciales françaises, formées par les Britanniques, il a participé



Entrée des troupes britanniques à Arnhem, en septembre 1944, lors de l'opération Market Garden.

IMPERIAL WAR MUSEUM

fait prisonnier. Georges William Taylor, « Bill », Français par sa mère et Britannique par son père, était lui aussi de la partie. L'action de Taylor et de ses hommes a permis de paralyser une division allemande en attendant l'arrivée des Canadiens. Deux balles, l'une au ventre, l'autre à la tête, auront raison de ce « *Free French* ».

« *Je veille à ce que chaque participant connaisse ces actes héroïques* », assure le commandant (réserve citoyenne) Jean-Pierre Mezure, à la tête du détachement français participant à l'événement. *C'est ainsi que l'esprit de dépasse-*

ment de soi et d'humilité de Nimègue ont également séduit des militaires blessés en opération. Les statuts de la marche ont été modifiés pour leur permettre d'y participer. » « *Je voulais vivre une expérience qui sorte de l'ordinaire*, témoigne l'un des participants, le caporal-

190 équipiers militaires français

chef Ludovic Riveta du 17^e RGP de Montauban. *Après six mois en Afghanistan, l'idée d'un nouveau défi m'a séduit. C'est la randonnée la plus éprouvante qu'il m'ait été donnée de faire. Une expérience d'autant plus marquante qu'elle se déroule sur les lieux mêmes où le béret amarante a été porté pour la première fois.* »

La participation française à cette manifestation est récente. En 2006, l'équipe France Défense Nation rassemblait 17 militaires. Aujourd'hui, sous le parrainage de l'Union nationale des organisations de réservistes (Unor), le détachement français compte 190 équipiers, militaires d'active et de réserve. Un succès dont se félicite Violette Van der Spek-Chouzenoux, consul honoraire de France à Nimègue : « *Sur le parcours, les manifestations d'amitié pour le drapeau tricolore sont des témoignages de gratitude soixante-sept ans après le sacrifice d'une poignée de Français.* » Et l'événement rassemble largement au-delà des frontières nationales. La direc-

tion de la marche estime que la ville de Nimègue, forte de 160 000 âmes, multiplie sa population par quatre pendant une semaine. Plus d'un million de spectateurs sont présents pour encourager et congratuler les marcheurs tout au long du parcours. Le dernier jour, ceux-ci font une entrée triomphale dans la ville, sous des applaudissements nourris. Des glaiveurs, symbole de victoire, jonchent les rues en fête. Chaque participant ayant passé la ligne d'arrivée se voit remettre une médaille en forme de croix à cinq branches, frappée en son centre du lion d'Orange en référence à la famille royale du nom. Bien connue des habitués des épreuves longue distance, la Marche des quatre jours rencontre de nombreux abandons. Il se dit que son Altesse Royale le prince Claus lui-même, d'origine allemande et époux de la reine Béatrix, s'est essayé à cette épreuve en 1967 afin de gagner les faveurs du royaume. Nimègue vaut bien une marche. ■

Grégoire Chaumeil

Inscriptions : dg.unor@orange.fr

« L'esprit de dépassement de soi et d'humilité de Nimègue ont séduit des militaires blessés en opération. »

à l'opération Amherst dans la nuit du 7 au 8 avril 1945. Sa mission : prendre l'ennemi à revers pour faire sauter le verrou de la « Hollande germanique ». Mais son groupe de combat est largué à plusieurs dizaines de kilomètres de la zone prévue. Il est finalement

ment de soi et d'humilité de Nimègue ont également séduit des militaires blessés en opération. Les statuts de la marche ont été modifiés pour leur permettre d'y participer. » « Je voulais vivre une expérience qui sorte de l'ordinaire, témoigne l'un des participants, le caporal-



Consultez en basse définition
OU
Commandez en haute définition

Galerie photos en libre accès sur Intradef
<http://photos.dicod.defense.gouv.fr>

Vous souhaitez vous entraîner
en dehors de la préparation officielle

AU CONCOURS 2013
DE L'ÉCOLE
DE GUERRE...



« Notre force...
méthode,
pédagogie,
pragmatisme,
réactivité,
ponctualité,
accueil... »

www.revue-d-etudes.fr
Tél. 01 57 14 05 70

Formule classique ou
e-learning au choix

Faites confiance à la Revue d'Études qui organise ces préparations
à distance depuis 100 ans !

CONCOURS

DE LA
GENDARMERIE NATIONALE

EN 2012 ET 2013



- recrutements "sous-officiers"
- recrutements "officiers"
- diplôme de l'enseignement militaire supérieur
- École de guerre

suivez nos
préparations
adaptées à
chacun de
vous...

Formule classique ou
e-learning au choix

Renseignez-vous

www.revue-d-etudes.fr
Tél. : 01 57 14 05 70

La Revue d'Études
à vos côtés vers le succès !

**Viêtnam -
Hanoi
Décembre 2002**

Un vendeur de rue passe devant une affiche commémorant le 30^e anniversaire de la victoire des Vietnamiens pendant la campagne de bombardements intenses des B-52 de l'US Air Force sur leur capitale en décembre 1972. Au cours de cet événement qualifié par Hanoi de « Diên Biên Phu aérien », près de 100 avions américains furent abattus, dont 30 bombardiers stratégiques B-52, selon le pouvoir vietnamien.



HOANG DINH NAM/AFP/IMAGOFORUM

Bombardement stratégique, succès limité au Viêt Nam

Les États-Unis ont déversé sur ce pays des millions de tonnes de bombes entre 1965 et 1973. Ces bombardements devaient mener à son effondrement économique et moral. Ils n'ont fait que le renforcer dans sa lutte. Ils ont certes accéléré le retour des négociations, mais n'ont pas montré leur capacité à faire gagner les Américains.

Dans quelques semaines, les Vietnamiens commémoreront leur «Diên Biên Phu aérien». L'expression pourrait faire sourire si elle ne traduisait leur fierté d'avoir résisté, pendant la guerre contre les États-Unis, aux bombardements les plus importants qu'aucun autre territoire ait jamais eu à subir. Entre 1965 et 1973, le Viêt Nam (Nord et Sud), mais aussi le Laos et le Cambodge, ont reçu près de 8 millions de tonnes de bombes, soit plus du double du tonnage largué sur l'ensemble des théâtres de la Seconde Guerre mondiale.

Peu de cibles stratégiques

La première campagne de bombardements avait été menée, sur ordre du président Johnson, entre 1965 et 1968. Par crainte d'une réaction de la Chine ou de l'Union soviétique, l'opération *Rolling Thunder* a toutefois été assortie, comme lors de la guerre de Corée, de nombreuses restrictions. Combinaison de bombardements stratégiques (moyens de communication et sites de production industrielle et énergétique, principalement au Nord-Viêt Nam) et tactiques (soutien de l'infanterie et de l'artillerie au Sud-Viêt Nam), cette campagne devait contraindre l'adversaire à cesser ses approvisionnements au Sud-Viêt Nam et contribuer à son effondrement économique et moral. Or, malgré

le millier de victimes qu'ils provoquaient en moyenne chaque semaine, les bombardements ont, au contraire, renforcé le Viêt Nam dans sa détermination à résister. Les dirigeants communistes ont décentralisé les activités politiques, militaires, économiques et sociales de ce pays peu industrialisé, offrant donc, comme la Corée du Nord, une liste limitée de cibles. Ils ont renforcé la défense et la chasse antiaériennes grâce, en particulier, à une aide soviétique considérable. Dans le domaine diplomatique, ils ont conditionné avec succès toute amorce de négociation à la cessation incondition-

nelle des bombardements. En avril 1972, les belligérants renouèrent avec l'escalade de la guerre pour consolider leur position dans les négociations secrètes qui s'étaient ouvertes à Paris, en 1969, entre Kissinger et Le Duc Tho. Après le déclenchement de l'offensive de Pâques par les Nord-Vietnamiens, le 30 mars, Nixon ordonna le minage des ports et la reprise des bombardements – l'opération *Linebacker I* – entre mai et octobre. Le refus de son allié sud-vietnamien de signer l'accord de paix auquel parvinrent Kissinger et Le Duc Tho en octobre conduisit à une nouvelle impasse. Pour en finir, Nixon exploita les marges de manœuvres diplomatiques qu'il s'était données pour déclencher l'opération *Linebacker II*. Sous l'autorité du *Strategic Air Command*, des dizaines de B-52 escortés par l'aviation tactique larguèrent, entre le 18 et le 29 décembre 1972, quelque 20 000 tonnes de bombes sur la région de Hanoi-Haiphong. Un quartier de la capitale – massivement évacuée par les autorités – fut détruit, entraînant la mort d'environ 2 000 civils et une vague de réprobation internationale.

Incapacité dans la péninsule indochinoise, succès en Irak

Contrairement à *Rolling Thunder*, *Linebacker* passe, aux États-Unis, pour avoir été un succès. Mais, outre les erreurs initiales qui ont par exemple entraîné, le troisième jour de *Linebacker II*, la perte de 8 B-52, cette appréciation est discutable du point de vue politico-stratégique. L'ultime campagne de bombardements au Nord-Viêt Nam a certes achevé de réduire à néant les capacités économiques déjà faibles de ce petit pays, porté un rude coup au moral de ses habitants et accéléré le retour des négociateurs vietnamiens à Paris. Cependant, simple pause tactique pour Hanoi dans la poursuite de son objectif stratégique de la réunification, l'accord de paix finalement signé le 27 janvier 1973 fut sensiblement le même que celui d'octobre 1972. Un temps discrédité au profit du bombardement tactique à cause de son incapacité à contribuer à la victoire dans la péninsule indochinoise, le bombardement stratégique aura plus de succès, à l'issue de la guerre froide, sur les espaces désertiques de pays pétroliers comme l'Irak. ■



CHRISTOPHE FIARD/DICOD

PIERRE JOURNOUD
chargé d'études à l'Institut de recherche
stratégique de l'École militaire (Irssem)

ARMES EN GUERRE

xix^e-xxi^e siècle

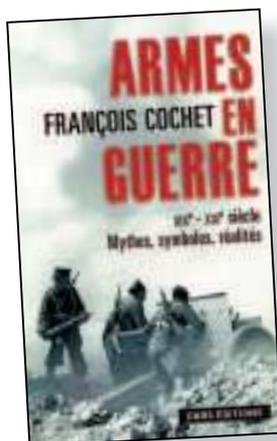
Mythes, symboles, réalités

Qu'est-ce que précisément une arme de guerre ? Quelles relations le combattant entretient-il avec elle ? Comment en parle-t-il ? L'arme maniée sur le champ de bataille est toujours le résultat de décisions tactiques et

de représentations mentales plus ou moins conscientes. Elle devient souvent, dans un second temps, ce en quoi le soldat confiera sa vie. Parce que l'arme n'est pas seulement un objet mais le produit d'une culture face à la guerre, elle peut ainsi devenir, pour l'historien, une des

clefs de compréhension des guerres modernes. Professeur d'histoire contemporaine à l'université de Metz, François Cochet renouvelle en ce sens radicalement, dans cette étude sur les armes, les conceptions classiques de la culture combattante aux xix^e et xx^e siècles.

François Cochet, CNRS Éditions, 320 p., 27 €



SAINT-EXUPÉRY, écrivain en guerre



Selon l'essayiste François Gerber, la dimension résolument politique de l'œuvre de Saint-Exupéry a souvent été sous-estimée. Le succès mondial du *Petit Prince*, comme les multiples rebondissements entretenant le mystère de la mort tragique du pilote, en juillet 1944, ont occulté la vigueur d'un engagement qui s'est poursuivi tout au long de la guerre. Ainsi *Pilote de guerre*, écrit peu avant Pearl Harbor, vise-t-il à convaincre les consciences américaines de secourir ce qu'il reste d'une Europe démocratique ployant sous les coups de boutoir nazis. Ainsi également la *Lettre à un otage*, qui ne dissimule pas la répulsion que suscite l'antisémitisme ambiant chez Saint-Exupéry. Poète, pilote, aquarelliste, Saint-Ex est aussi, pour l'auteur, un écrivain résistant dont la mémoire pourrait légitimement revendiquer une place au panthéon des intellectuels engagés.

François Gerber, éd. Jacob-Duvernet, 240 p., 21 €



LES EUROPÉENS DANS LES GUERRES NAPOLEONIENNES

Issu des actes d'un colloque organisé notamment par l'université de Toulouse-Le Mirail, cet ouvrage livre les conclusions des travaux scientifiques récents sur les guerres en Europe dans les années 1800-1815. Son enjeu est de préciser les nombreux impacts de ces conflits sur l'histoire sociale et culturelle de l'Europe. Une publication rédigée par une vingtaine d'historiens qui renouvelle aussi l'étude de la vie quotidienne des Européens pendant les guerres napoléoniennes.

Sous la direction de Nathalie Petiteau, Jean-Marc Olivier, Sylvie Caucanas, éd. Privat, 287 p., 23 €

CYBERSTRATÉGIE, l'art de la guerre numérique

Dans quelle mesure une « guerre numérique » pourrait-elle menacer la souveraineté d'une démocratie comme la France ? Lieu de partage et de liberté, le « cyberspace » est aussi devenu un terrain d'affrontements idéologiques où aucun droit n'est écrit, où les frontières sont mobiles et les assaillants anonymes. Officier supérieur et ingénieur spécialisé dans la sécurisation des systèmes d'information, Bertrand

Boyer dresse l'inventaire des menaces et pose les axes d'une science de l'action, d'une stratégie donc, pour les contenir. Un essai qui tente de penser une guerre possible, en dévoilant les contours incertains d'un théâtre d'opération d'un nouveau type.

Bertrand Boyer, éd. Nuvis, 235 p., 21 €



À GENOU LES HOMMES DEBOUT LES OFFICIERS

La socialisation des Saint-Cyriens

Ethnologue de formation, Claude Weber a suivi durant trois ans les élèves d'une promotion de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr. Des motivations des candidats au concours d'entrée jusqu'au choix des armes en fonction du classement final, l'auteur analyse les différents processus de socialisation des « cyrards », au sein d'une école qui cultive sans relâche, depuis deux siècles, rites de passage et traditions. Une immersion dans une institution finalement peu connue du grand public.

Claude Weber, éd. Presses Universitaires de Rennes, 405 p., 20 €

